Revue D'ÉTUDES NATIONALES

identité



La fin du SOCIALISME

Le communisme, une solution finale • Le socialisme, un mythe en décomposition
Dernier avatar : la social-démocratie • La France sans le marxisme
Japon : les clefs du succès • Lyautey, bâtisseur d'empire
L'histoire asservie par l'idéologie • Brassens

NUMÉRO 15 • NOV.-DÉC. 1991/JANV.-FÉV. 1992 • 50 FF ISSN 0999-6087

SOMMAIRE

Illustration de la couverture : l'ouverture du mur de Berlin. « *La religion socialiste, au lieu d'une félicité céleste dont personne ne peut vérifier la fausseté, nous promet un bonheur terrestre dont chacun pourra constater aisément l'irréalisation. L'expérience enseignera vite aux adeptes des illusions sociales la vanité de leur rêve et alors ils briseront avec fureur l'idole qu'ils avaient adorée avant de la connaître. Malheureusement, une telle expérience ne peut être tentée qu'en détruisant d'abord une société* » (Gustave Le Bon, *Psychologie du socialisme*).

Une idéologie de la mort

par Jean-Marie Le Pen

Que ce soit par le feu des révolutions sociales ou par le fer de la décimation totalitaire, le socialisme restera dans l'histoire comme cet exemple achevé de l'instinct collectif qui, à certaines époques, porte l'humanité vers la mort.

Comment expliquer autrement en effet cette symbolique macabre : hôpitaux psychiatriques de la mort médicalement programmée du socialisme marxiste, expériences scientifiques délirantes et monstrueuses de certains cercles du socialisme hitlérien, ou encore trafics de sang contaminé de la maffia socialiste mitterrandienne ? Aux camps de la mort rouge ou brune correspondent les laboratoires de la mort rose : il est des lieux où souffle le socialisme, lieux d'horreur que les pages les plus effrayantes de l'Enfer de Dante n'atteignent pas en abomination.

Mais le socialisme a besoin d'exercer cette répulsion pour fasciner l'humanité ; car il répond à cette attirance vers le néant qui repose au plus profond de chaque homme et auquel l'arrachent l'éducation, la religion, la vie sociale et la civilisation. Rien de surprenant donc à ce que le socialisme s'attache tant à la destruction de ce qui élève l'homme et qu'il lui préfère le nivellement matérialiste. En tentant de ramener l'homme vers la glaise originelle, le socialisme espère pouvoir le remodeler dans le moule de son utopie.

Tous les socialismes se sont attaqués méthodiquement à la famille, à l'école, à la culture, à la religion et aux valeurs morales, à la nation et aux principes de civilisation. Pour y parvenir, l'oppression et la torture, qu'elles soient policières ou fiscales, ont été ordinairement et fréquemment utilisées, adaptées aux circonstances, aux passions et à la psychologie collective de chacun des peuples victimes de cette idéologie de mort, mais avec toujours la même volonté d'anéantissement. Jamais le résultat recherché n'a été entièrement atteint, car la réalité possède un formidable pouvoir de résistance. Mais cet échec a été payé par le sang, les souffrances et l'oppression totalitaire ou larvée de plusieurs milliards d'hommes sur quelques générations depuis le début de ce siècle, ce qui suffit à glacer d'effroi et de stupeur les esprits libres qui font le bilan objectif de cette terrible idéologie.

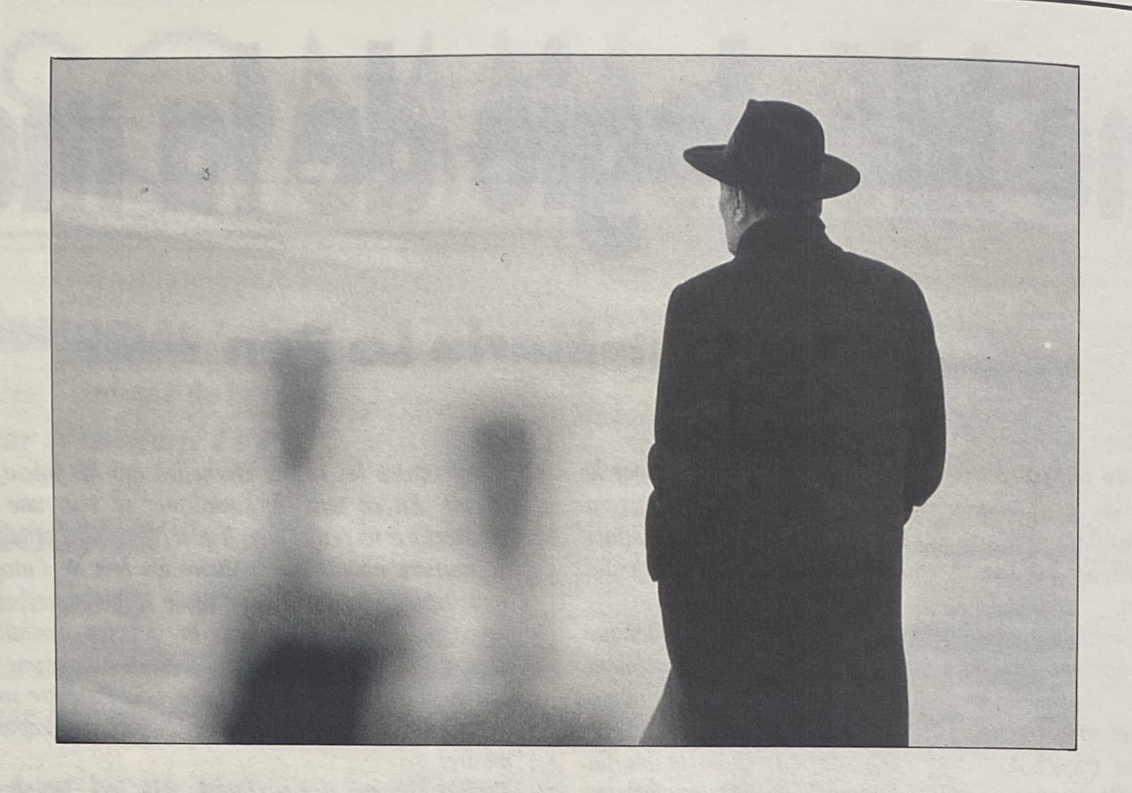
Comment l'humanité s'est-elle laissée prendre à un tel leurre sans s'apercevoir du piège qu'il renfermait ? Sans doute, la grande — et l'unique — force du socialisme réside dans cette capacité d'attraction et de séduction quasi diabolique. On peut dire que dans le socialisme se trouve la plus forte densité de mensonge idéologique, à la ressemblance de l'antimatière des "trous noirs" du cosmos : émancipation individuelle absolue, rédemption collective, justice transmuée en égalité, bonheur et jouissance sans entrave. "Ici et maintenant", pour reprendre le titre d'un livre de l'ex-premier secrétaire du PS, tel est le mot d'ordre du socialisme, qui annihile l'histoire et ses leçons, l'héritage et ses obligations, l'avenir et ses devoirs, pour promettre un paradis immédiat établi contre les règles éternelles qui découlent de l'ordre du monde. En ce sens, le socialisme se veut une décréation de l'univers par un projet dans lequel l'homme n'est plus qu'un atome de matière auquel on applique les lois de l'utopie scientiste : socialisme scientifique, racisme biologique ou antiracisme psychanalytique. Grâce à la science socialiste, l'homme devient son propre démiurge : "Vous serez comme les dieux". On sait la suite. L'homme sort du paradis terrestre socialiste et doit rebâtir à partir du chaos, car on ne peut fuir impunément l'ordre naturel.

Voilà pourquoi il nous faut aider les peuples victimes du socialisme, le nôtre tout d'abord, mais également tous les autres. C'est là notre façon d'aller vers l'Autre car nous pensons que le véritable internationalisme et la véritable solidarité nord-sud ou est-ouest consistent à libérer les nations de l'hydre socialiste. A chaque peuple délivré, c'est un peu du patrimoine de l'humanité qui s'accroît, permettant ainsi le progrès réel de toutes les nations.

Néanmoins, le socialisme peut renaître sous d'autres formes que celles que nous avons connues. Après avoir fait de l'organisation et de la répartition de la production selon les critères de l'hérédité sociale ou raciale les fins premières de sa politique, il utilise aujourd'hui le mondialisme en créant une névrose antinationale, baptisée antiracisme pour les besoins de la cause. Car le socialisme est à son déclin : il a échoué dans tous ses projets de transformation sociale et économique, en n'apportant que ruines et misères. Il lui faut donc "socialismer" les têtes, les cœurs, les cultures, ce qui nécessite la destruction des idées d'ethnie, de nation, de civilisation et de religion. Ainsi est née une nouvelle ligne de front sur laquelle se battent les fronts nationaux, de Landsbergis au Vlaams Blok, de Duke et Buchanan à Fini, d'Aoun à Walesa. C'est la lutte finale du socialisme : s'il la perd, il aura fini d'exister. Mais, avant de périr, il allume un dernier brasier de haine.

Ainsi l'hôte de Matignon, auquel seule une lecture très spéciale de la Constitution, bien plus que ses talents publics, peut fixer une aussi vaste tâche, a décidé le "bannissement" des idées nationales. Car, pour le socialisme, pas plus que la nation n'est une réalité, le "nationisme" n'est une idée, mais un délit. L'antisocialisme national, "banni" par Mme Cresson, voilà qui, en ce début d'année 1992, aura prouvé que décidément la tête de cette femme est "un cratère où tonne la raison".

Jean Madiran a nommé le socialisme "la vieillesse du monde", indiquant ainsi que cette pulsion de mort accompagnera toujours la tentation de la décadence. Ce que Gustave Le Bon, dans son livre "Psychologie du socialisme", avait également décelé : « Ce ne fut jamais l'abaissement de l'intelligence qui causa la ruine des peuples, mais celui de leurs caractères. » La vieillesse du monde socialiste précède sa mort ; et le réveil des nations témoigne de l'immortalité des hommes. ■



La fin du socialisme

Partout dans le monde, le socialisme régresse. Sous sa forme "hard" dans les pays communistes, comme sous sa forme "soft" en France, en Autriche, en Belgique, en Espagne, au Portugal, en Suède, etc. Et ce sont ses derniers soubresauts qui provoquent les conflits armés en Yougoslavie, dans les pays de l'ex-Union des Républiques socialistes soviétiques, en Asie, en Amérique et en Afrique.

Pourtant, il y a seulement dix ans, l'avenir semblait n'appartenir qu'à lui. Le mythe triomphait partout. Chez les intellectuels, dans les médias, parmi les classes dirigeantes des pays libéraux qu'il avait réussi à convaincre de l'inéluctabilité de sa victoire. Jusqu'aux partis politiques dits de droite qui ne pensaient plus qu'à travers les grilles d'analyse du marxisme, n'utilisaient plus que son vocabulaire, au point de faire sa politique sans le savoir. Idéologiquement, le socialisme était à son zénith et commandait aux esprits. Le marxisme tenait lieu d'explication du monde, de système de pensée, de dogme et de mystique. Écrivains, historiens, savants, hommes politiques, sociologues, artistes, etc., quiconque, quelle que soit la qualité de ses travaux, de son action, de son art, ne sacrifiait pas au culte, était voué aux gémonies, au mépris et à l'ignorance. Politiquement, le socialisme dominait les trois quarts de la planète, la plupart des pays en voie de développement se rangeaient progressivement derrière lui. L'histoire enfin, à laquelle il prétendait prêter un sens, semblait ne donner raison qu'à lui seul.

Il paraissait avoir tout l'avenir devant lui.

Malheureusement pour le socialisme, la roche Tarpéienne est toujours proche du Capitole. Et c'est justement parce qu'il a triomphé qu'il entame aujourd'hui sa chute.

Car il n'a plus lieu d'être.

Messianisme promettant aux hommes le bonheur sur terre par l'égalisation des conditions matérielles, le socialisme a atteint la seconde partie de ses objectifs. Il a réussi, soit par la terreur et la force dans les pays communistes, soit par la persuasion ou en suscitant un esprit de démission dans les pays capitalistes, à niveler de façon considérable les sociétés qu'il a touchées. Par contre, il n'a pas tenu sa promesse d'un monde meilleur. Comme toutes les utopies, il n'a abouti qu'à gâcher ou à détruire la vie de millions d'hommes.

Aussi bien le mythe n'a-t-il pu résister aux faits. Dans les pays communistes, le socialisme a débouché, on le sait, sur l'incurie et la disette, mais plus encore sur l'horreur des camps d'extermination, des déportations, des massacres, et il apparaîtra comme la plus grande entreprise criminelle des temps modernes. Dans les pays en voie de développement ou dans les pays développés, il ne sera parvenu qu'à diminuer le niveau de vie, à augmenter le chômage et la pauvreté, en même temps qu'à restreindre les libertés par l'encadrement généralisé des populations par l'État.

Idéologiquement condamné, même si certains s'accrochent encore à la social-démocratie, ce dernier avatar du marxisme, le socialisme est d'autre part politiquement dépassé. Sans doute parce que la question primordiale de l'avenir n'est plus tant la réalisation de l'égalité que la défense de l'identité, partout menacée dans le monde. Aussi se présente-t-il désormais comme une aberration, la marque d'une époque révolue, au point que ses derniers dirigeants, en France par exemple, précipitamment reconvertis dans le cosmopolitisme, ne trouvent plus rien à proposer, sinon la conservation de leurs privilèges ou de prétendus acquis.

Mais alors que les ex-pays communistes commencent à se débarrasser des vestiges du marxisme, on ne saurait oublier que la France en porte encore les stigmates à tous les échelons de la société et qu'elle ne reprendra son essor qu'après s'en être délivrée.



Le socialisme, dans sa version communiste, a provoqué le plus grand holocauste de l'histoire. On chiffre en effet entre 150 et 200 millions le nombre des hommes et des femmes qui furent victimes d'emprisonnement, de déportation, de famines, de massacres, d'exécutions, de purges. Au génocide ethnique portant sur les peuples, russe, tibétain, cambodgien, etc., le socialisme a ajouté le génocide social dirigé cette fois contre des classes déterminées jugées réfractaires à la doctrine socialiste : aristocrates, bourgeois, paysans. Ces crimes contre l'humanité, qui ont dépassé en horreur tous les actes de barbarie dont l'histoire nous a légué le souvenir, n'auront une chance de trouver un début d'expiation que si, à leur tour, ils sont dénoncés, jugés et condamnés par un tribunal international. Ici, le martyre du peuple cambodgien sous la domination des Khmers rouges salués comme des libérateurs par un journal du soir français lors de leur entrée dans Phnom Penh en 1975.

Le communisme : une solution finale

par Didier Lefranc

Le communisme, forme "hard" du socialisme, continuera d'agiter quelques illuminés et tiendra encore quelque temps sous son joug certains pays comme la Chine ; il ne règnera plus sur le monde. Ses idoles, ses emblèmes, les élucubrations pseudo-scientifiques de sa doctrine ont été remisés dans les poubelles de l'histoire. Et ce qui fut la plus grande mystification des temps modernes n'apparaît plus aujourd'hui que dans sa sinistre nudité. Comme une impasse économique et sociale d'abord, qui n'aura débouché partout où elle aura été appliquée que sur la misère et l'indigence, faisant régresser l'ensemble des nations qu'elle aura touchées. Et, pour finir, comme le système criminel le plus monstrueux qu'ait imaginé l'homme, responsable de la déportation et de l'élimination de plus de cent cinquante millions d'individus. Une solution finale qui, au nom d'une pureté illusoire de classe, aura substitué l'extermination sociale à l'extermination raciale par l'éradication de catégories entières de populations : paysans, aristocrates, bourgeois et même ouvriers insuffisamment dociles, dans le but de parvenir à une complète indifférenciation sociale. Un forfait qui relève lui aussi des crimes contre l'humanité et qui ternira à jamais, quels que soient ses "acquis", l'image du socialisme.

La chute du communisme en Russie, scellée par l'échec du coup d'État d'août 1991, constitue un événement extrêmement important, l'un des tournants majeurs de notre époque.

Que le communisme s'effondre justement dans le pays où il s'est incarné pour la première fois revêt une signification particulière : celle de la clôture du cycle historique ouvert en 1917 avec la révolution bolchevique.

Messianisme terrestre, le communisme s'est écroulé parce qu'il n'a pu réaliser aucune de ses promesses ici-bas. Philosophie matérialiste, le marxisme a été vaincu par les faits. L'expérience des millions d'hommes qui ont eu à souffrir, à subir ou à connaître la terrible réalité du communisme, a fini avec le temps par triompher de l'utopie la plus totalitaire que le monde ait connue.

Les artifices de la dialectique, de la propagande ou de la désinformation n'ont pu cacher la négativité radicale de l'aventure communiste et finalement son absurdité.

La répression programmée

Millénarisme d'apparence scientifique, le communisme prétendait incarner le progrès de l'humanité toute entière et instaurer une société idéale, égalitaire et d'abondance, où, selon la promesse de Lénine, « *chacun puisera librement selon ses besoins* [1] ».

C'est pourquoi il portait les espérances des victimes de l'avènement de la société industrielle, en particulier des masses ouvrières déracinées.

La réalité du communisme installé a vite démenti ces belles promesses. Loin d'ouvrir la voie au progrès social, en effet, celui-ci a provoqué la régression et, au mieux, la stagnation partout où on l'a instauré. Des nations autrefois prospères, comme par exemple la Pologne ou la Tchécoslovaquie, n'ont cessé de péricliter, une fois soumises à la dictature communiste. Des peuples naguère autosuffisants, voire exportateurs de produits agricoles, sont devenus dépendants de l'aide internationale dès lors qu'on les a soumis au communisme, comme l'illustre d'une manière caricaturale le cas de l'agriculture soviétique.

Alors que les pays où régnait un régime de liberté économique n'ont cessé de progresser dans la voie de l'abondance, du mieux vivre et de l'innovation, même lorsqu'ils manquaient de ressources naturelles, ceux soumis au communisme se sont laissé distancer et ne peuvent afficher que des résultats dérisoires. Khrouchtchev prétendait dépasser la production industrielle des États-Unis en l'an 2000. Ses prédictions étaient fausses et l'on en vient d'ailleurs maintenant à se demander si les taux de croissance affichés par les pays du bloc communiste dans les vingt dernières années reposaient sur une quelconque réalité [2].

Personne ne peut plus contester l'échec économique et, par conséquent, social du communisme. En fait d'abondance, il n'a instauré que la pénurie et parfois la faim pure et simple. Les prétendus agents du progrès ont fait prendre à leur pays un retard dramatique par rapport au reste du monde développé. Ce n'est pas pour rien que l'URSS a rapidement déclaré forfait dans la "guerre des étoiles" que lui livraient les États-Unis. D'ailleurs, aucune véritable découverte scientifique d'envergure n'a été faite dans un pays communiste. Subordonnée à l'idéologie, la science soviétique ne progressait pas, quand elle ne prenait pas une mauvaise direction, comme l'illustre le lyssenkisme. La contribution réelle du "socialisme scientifique" au progrès des connaissances reste dérisoire.

En outre, partout où l'on a collectivisé et bureaucratisé l'économie, on a découragé la création de richesses et la productivité du travail humain a décliné. Étrange résultat pour ceux qui prétendaient faire du travail la valeur suprême ! Le communisme n'a pas plus réalisé l'abondance qu'il n'a instauré le paradis bucolique qu'il promettait. Il n'a réussi qu'à entasser les individus dans des villes à l'architecture désespérément inhumaine et à ruiner leur environnement. On a découvert, avec la catastrophe de Tchernobyl, l'ampleur de l'"écocide" perpétré dans les pays de l'Est : les ravages de la pollution, la disparition de la faune, la dégradation des terres agricoles comme les contaminations radioactives. Non content de ruiner la société, le communisme a, dans le même mouvement et sans la moindre retenue, dégradé la nature.



Toute l'histoire des régimes communistes est jalonnée de révoltes populaires matées dans un bain de sang : à Poznan, à Berlin, à Budapest, à Prague, à Pékin. C'est que le communisme, immense univers concentrationnaire, avait réussi ce tour de force d'emprisonner des peuples entiers derrière le mur de Berlin et le rideau de fer. Ainsi l'univers communiste n'était-il qu'un gigantesque camp de concentration où l'on enfermait les peuples et dont les gardiens étaient le parti lui-même. Aujourd'hui, le parti communiste s'est sabordé et les murs se sont écroulés sous la pression des peuples. Ci-dessus : les chars soviétiques dans Budapest révoltée, en 1956.

Le communisme contre le peuple

Le communisme prétendait exprimer et incarner l'intérêt des peuples du monde entier. Mais il a justement été rejeté par tous les peuples qu'il a soumis. L'histoire du communisme apparaît à bien des égards comme celle des oppositions et des révoltes populaires qu'il a suscitées et celle de ses tentatives de plus en plus infructueuses pour les dominer.

Le communisme "populaire" s'est bien vite rendu insupportable aux yeux du peuple, comme devait l'illustrer la révolte des marins de Kronstadt dès 1921 : révolte symbolique et prophétique à la fois puisque les artisans de la révolution d'Octobre repoussaient déjà le totalitarisme communiste avant même qu'il ne fût parvenu à maturité.

Aucun peuple n'a accepté de son plein gré de se soumettre durablement au communisme. Ceux qui ne pouvaient s'en libérer ont cherché à le fuir par l'exil ou l'émigration. Les "rideaux de fer" communistes n'étaient pas destinés à prévenir les invasions, mais à empêcher les évasions hors du "paradis socialiste". Quel constat d'échec !

Quant aux peuples qui n'ont pu échapper à la tyrannie communiste, ils se sont réfugiés dans un morne exil intérieur caractérisé notamment par un rejet massif de l'idéologie marxiste. Censée apporter la délivrance aux masses exploitées, celle-ci devenait en effet d'autant plus insupportable que le fossé ne cessait de se creuser entre la réalité quotidienne et le discours de l'établissement communiste. A l'épreuve du temps, l'idéologie révolutionnaire s'est muée en un dogmatisme vide de sens, véhiculé par une "langue de bois" dont on usait mécaniquement en y croyant de moins en moins. Voilà pourquoi le marxisme s'est dévalué plus vite à l'Est qu'à l'Ouest.

Détruire au lieu de construire

Malgré plus de soixante-dix ans de tyrannie implacable, le communisme n'est pas parvenu non plus à changer l'homme pour créer une humanité nouvelle.

L'effondrement du communisme en Europe centrale et orientale apporte un démenti historique à tous ceux qui ont surestimé sa capacité à "changer la vie". Un démenti aux utopistes qui prétendaient accoucher d'une nouvelle société par la violence révolutionnaire, car aucun des bouleversements réalisés au nom du dogme n'a résisté à l'épreuve des faits : le communisme n'a pas davantage réussi à provoquer le dépérissement de l'État ou la disparition du salariat et de la propriété qu'il n'a aboli la misère ou la délinquance. Un démenti aussi aux pessimistes qui affirmaient que le communisme corromprait d'une façon définitive la nature humaine.

Il n'en a rien été : à peine le communisme abattu, on observe un retour en force du sentiment identitaire et national ainsi que de la ferveur religieuse, d'ailleurs restée vivace malgré les persécutions. Si la tyrannie communiste a poussé les hommes au désespoir, elle n'a pu venir à bout des fondements de la dignité humaine, comme l'illustre l'action des dissidents. Le système est resté impuissant devant la détermination de ceux qui voulaient vivre debout. Le communisme n'a été capable que de détruire les hommes, sans jamais pouvoir changer l'homme.

C'est en effet la destruction de la vie, et singulièrement de la vie humaine, qui apparaîtra dans l'histoire comme la composante essentielle de l'idéologie et de la pratique — la sinistre *praxis* — communistes. Comme le souligne Vladimir Volkoff, citant Akimov, ce n'est pas pour rien que, dans les écrits de Lénine, le prolétariat « *était toujours au génitif, jamais au nominatif, donc toujours traité comme complément, jamais comme sujet* [3] ».

Aux yeux du marxisme, l'homme n'est en effet qu'un moyen de parvenir aux fins qu'il considère arbitrairement comme souhaitables. En d'autres termes, il ne perçoit plus l'homme que comme un matériau nécessaire à l'édification de la société idéale : un matériau malléable — c'est la doctrine de la "table rase" —, mais aussi un matériau réformable et périssable — c'est la Terreur révolutionnaire destinée à forcer la nature humaine. Le caractère profondément inhumain du communisme tient au fait que, par construction, l'homme est à ses yeux non pas une fin mais un moyen dont usent à leur gré les "ingénieurs sociaux".

Nul ne connaît avec précision le nombre de "moyens" sacrifiés pour complaire aux lubies des idéologues marxistes. Les estimations se font en millions de morts : de cent-cinquante à deux cents millions selon les auteurs, selon les pays étudiés, selon que l'on s'en tient aux victimes directes de la répression policière ou que l'on comptabilise les victimes indirectes, c'est-à-dire ceux qui moururent par suite de conditions d'existence désastreuses comme les famines ou les déportations, selon enfin la période prise en considération [4].

Et, avec l'effondrement des régimes communistes, la liste des crimes ne cesse de s'allonger. Les anciens bourreaux passent aux aveux — ce fut le cas, par exemple, pour le massacre d'officiers polonais à Katyn — et l'on redécouvre des victimes oubliées, comme ces charniers de moines bouddhistes mis au jour en Mongolie [5].

Comme l'écrivait récemment Jacques Julliard, « *depuis le commencement du monde, aucun régime, aucune dynastie, aucun monarque n'avait réussi pareille performance* [6] ». Une performance dans l'abomination et l'horreur telle qu'on peut ici parler à son propos d'une expérience satanique, d'un véritable empire du mal.

La terreur instituée

Terreur totalitaire et communisme apparaissent en effet inséparables dans l'histoire. Car, il faut le souligner, la terreur révolutionnaire ne résulte nullement d'un accident ni d'une prétendue "trahison" du modèle communiste. Staline était déjà dans Lénine,



De Lénine à Staline, de Mao à Pol Pot, de Bela Kun à Kim Il-Sung, de Ceausescu à Castro, le socialisme dans sa version la plus radicale a toujours engendré des monstres que la gauche "démocratique" et l'intelligentsia occidentales n'ont jamais cessé d'encenser. On se rappelle les propos d'Henri Barbusse sur Staline : « *Qu'on ne se trompe pas sur le sens de cet ascendant grandissant qu'exerce Staline, qu'on ne se lance pas à la légère dans les variations bien connues sur le thème du "pouvoir personnel" et de la "dictature". Il ne peut y avoir de dictature personnelle dans l'Internationale communiste et en URSS.* » Les religions laïques comme le communisme ont ceci de particulier qu'elles promettent le bonheur terrestre et justifient tous les moyens pour faire coïncider le rêve et la réalité. Ainsi, contrairement à une opinion avancée par la gauche en guise d'excuse, ce ne sont pas les monstres qui ont fait dévier le communisme vers le totalitarisme, mais c'est le communisme qui débouche naturellement sur le totalitarisme et produit des monstres. Loin d'être des accidents, ils en sont une constante.



Jamais régime n'aura connu un échec aussi retentissant dans le domaine économique et social que le communisme. Et comparé à lui sur ces deux points, le national-socialisme paraît avoir été un paradis. En réduisant partout, en URSS, en Chine, au Cambodge, en Roumanie, etc., les travailleurs à l'état de bêtes de somme, en jetant même les femmes sur les chantiers pour leur faire assumer les mêmes tâches qu'aux hommes, le communisme qui devait avoir le plus grand souci de la classe ouvrière en a eu en réalité le plus total mépris, comme le dernier régime esclavagiste. Ci-contre : des femmes soviétiques au travail à Moscou.

comme le Guépéou, le NKVD, le goulag ou le génocide cambodgien sont issus de la même idéologie.

La remarquable similitude des systèmes communistes mis en place, quels que soient le lieu ou l'époque, témoigne à l'évidence que la violence totalitaire ne découle pas des seules circonstances historiques, mais bien de l'idéologie marxiste elle-même. Qu'ils soient russes, chinois, cambodgiens, roumains, éthiopiens ou cubains, les communismes restent identiques à eux-mêmes. Le modèle en est partout le même, à quelques variantes près.

C'est que le marxisme est par nature une idéologie liberticide, puisqu'il prétend créer ici-bas une société idéale, en préconisant, pour y parvenir, l'emploi de moyens coercitifs. Le règne de la vertu obligatoire débouche sur la terreur, c'est-à-dire la tentative désespérée de plier de force les faits et, au premier chef, la nature humaine, à l'image que les idéologues s'en font a priori. Plus l'écart se creuse entre l'utopie et la réalité du monde et plus les doctrinaires s'en prennent à l'homme, coupable selon eux de refuser obstinément de voir où serait son bien.

En d'autres termes, les communistes en viennent à punir l'homme pour les fautes qu'eux seuls ont commises.

On passe vite ensuite de la répression des "mauvais" penchants de l'homme, estimés à l'aune de l'idéologie, à la répression considérée comme une fin en soi. Comme l'avait bien vu Orwell, moins ils se trouvent capables de réaliser sur terre le paradis socialiste, plus ceux qui prétendent exercer la dictature au nom du "prolétariat" finissent par rechercher avant tout le "pouvoir pour le pouvoir". Le marxisme préconisait la dictature pendant une durée limitée à la phase de "construction" du socialisme. Mais comme ce socialisme n'était qu'une utopie irréalisable, cela revenait à condamner la société qui subissait son joug à la tyrannie illimitée.

Utopie matérialiste, le marxisme voulait faire croire que l'on pouvait "construire" l'homme et la société comme on bâtit une maison. Lénine usait d'ailleurs volontiers de la terminologie du bâtiment pour caractériser son action. Ainsi déclarait-il que « *les briques avec lesquelles le socialisme sera construit ne sont pas encore cuites*[7] ». Fort de son aptitude prétendue à "construire", le marxisme s'autorisait à détruire au préalable tout ce qui ne cadrait pas avec sa doctrine : les classes, les institutions, les règles économiques et sociales, la culture, la famille et finalement l'homme lui-même.

Une telle prétention serait restée risible si elle n'avait pas débouché sur de terribles tragédies.

De tout temps, et en tout lieu, le communisme a en effet instauré les mêmes méthodes barbares. Massacres d'opposants, extermination de koulaks, famines organisées, déportations de populations présumées hostiles, exécutions sommaires, emprisonnements arbitraires, mise en place de systèmes concentrationnaires, suppression des libertés publiques, la liste des crimes communistes apparaît tout à la fois infinie et monotone, puisque partout où cette tyrannie a pris le pouvoir, elle a transformé la société d'une façon identique, c'est-à-dire en un immense camp de redressement, dans le vain espoir, précisément, de "redresser" la nature humaine et de la soumettre au dogme.

La révolution nihiliste

Aussi, avec le recul de la perspective historique, le communisme apparaît-il comme une incroyable anomalie, une inimaginable parenthèse.

« *Dans la doctrine du socialisme se cache mal une volonté de négation de la vie* » avait diagnostiqué Nietzsche dans son essai justement intitulé *le Nihilisme européen* [8]. Le communisme demeure, devant l'histoire, la seule véritable "révolution du nihilisme" incarnée dans les faits. Et sans doute est-ce la raison pour laquelle il a toujours exercé une grande fascination sur la gauche car il réalise l'essence profonde de cette dernière : la destruction, la subversion de l'ordre du monde, en un mot la révolution. Le communisme, comme le socialisme et, d'une manière générale, comme l'utopisme de gauche, ne peuvent que détruire. Leurs prétendues valeurs restent négatives par nature, ce qui revient à constater qu'elles ne sont pas des valeurs. Lénine aurait affirmé que le communisme était « *le socialisme plus l'électricité* ». Il fallait comprendre : le nihilisme avec tous les moyens de destruction que fournit la société.

Le communisme se résume en effet à un terrifiant gâchis de richesses matérielles, de vies et d'espérances humaines, qui ne débouche que sur le néant, une fois déchiré le voile de la propagande et de la désinformation.

Il aura certes incarné les espérances du prolétariat et de ceux qui croyaient œuvrer pour un "monde meilleur". Mais la vérité aujourd'hui éclatante est que cet espoir reposait sur une illusion, sur un immense mensonge.

Au lieu d'émanciper les travailleurs, le communisme aura exploité les hommes comme le capitalisme n'a jamais osé le faire. Il s'est en outre révélé un exploiteur cynique et sans scrupules. Le journal *l'Humanité*, à propos des conditions de travail en URSS, n'osa-t-il pas écrire que « *le socialisme ayant aboli l'exploitation de l'homme par l'homme, il est possible de demander plus d'efforts aux ouvriers qui travaillent désormais pour eux-mêmes* [9] » ? Le communisme reposait sur une tromperie intrinsèque : il en appelait à ceux qui voulaient construire une société meilleure, alors que sa nature le portait fatalement à la destruction. Ses réalisations et ses prétendues réussites, on le découvre chaque jour un peu plus, n'étaient le plus souvent que des mirages et des truquages, à l'image des performances de ces athlètes des pays de l'Est qui avouent aujourd'hui qu'ils se dopaient.

Le paradis communiste n'aura été finalement qu'un paradis artificiel, un décor de carton pâte derrière lequel se jouait le plus grand drame de l'histoire des hommes.

Ce qui rendra avec le recul du temps encore plus odieux l'enfer communiste réside dans son inutilité radicale. Les crimes commis au nom du communisme n'ont en effet nullement servi à l'édification du socialisme, car celui-ci était bien incapable de construire quoi que ce soit : ils n'ont permis ni de changer l'homme ni de transformer la société. A l'échelle de l'histoire, ils apparaissent en définitive tragiquement inutiles et gratuits, car ils n'ont servi qu'à assouvir la folie destructrice de quelques-uns et à préserver le plus longtemps possible les privilèges des parvenus du système de la nomenklatura.

Devant le tribunal de l'histoire

Le communisme rejoindra-t-il pour autant le nazisme dans l'opprobre ? Ou, par une dernière ignominie, échappera-t-il au jugement de l'histoire ?

Jamais, on le sait, entreprise criminelle n'aura bénéficié de complicités aussi puissantes que durables dans la plupart des milieux politiques occidentaux, comme en témoigne l'acharnement de ces derniers à défendre encore Gorbatchev contre Eltsine, l'URSS contre la Russie, les soviets contre les pays Baltes.

Et on notera que, curieusement, ceux qui vantent les vertus pédagogiques du rappel périodique des crimes du fascisme ne font pas preuve, à l'égard de ceux du communisme, cent fois pires, du même empressement. La "mémoire" aurait-elle dans un cas des vertus curatives mais deviendrait-elle inopportune ou "douloureuse" dans l'autre ? Lorsque le communisme est en cause, on n'hésite pas à se gausser des « *tartufes qui agiraient contre l'amnésie* [10] » et l'on trouve mille vertus à l'oubli.

Des crimes contre l'humanité

Mais cette stratégie de l'oubli risque d'enfermer ses promoteurs dans une impasse. Soit, en effet, l'établissement accepte de reconnaître les méfaits du communisme pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire des crimes contre l'humanité d'autant plus horribles qu'ils excèdent largement ceux du fascisme. Mais alors il doit s'avouer complice des plus terribles exterminateurs de l'histoire. Soit il tente, contre toute évidence, de réserver la notion de crimes contre l'humanité aux seuls crimes du fascisme et il démontre alors le caractère hautement subjectif — pour ne pas dire partial — des jugements de la "morale universelle", puisqu'une telle attitude reviendrait à reconnaître que la vie humaine n'a pas la même valeur selon la nature du bourreau.

En réalité, l'énormité du nombre des victimes du communisme rend illusoire toute tentative de sortir de cette impasse.

Si, avec plus de cent cinquante millions de morts, le communisme ne s'est pas rendu coupable de crimes contre l'humanité, cette notion se trouve vide de sens. Pourquoi alors continuer de poursuivre le seul fascisme d'une justice imprescriptible ?

Et si l'on admet l'existence des crimes communistes, mais que l'on se refuse à poursuivre les responsables, les complices et les complaisants, cela revient à avouer que Nuremberg n'était qu'une supercherie judiciaire.

Dans tous les cas, il faut reconsidérer l'histoire des cinquante dernières années et cette révision ne peut que conduire à remettre en cause l'autorité morale de l'établissement.

Ce dernier répugne à rappeler l'étendue des crimes communistes, comme s'il redoutait, ainsi que l'écrit Daniel Rondeau, qu'« *à l'heure du bilan, la gauche ne se retrouve grosse d'une mauvaise conscience qui la mette à genoux* [11] ».

En effet, si le communisme apparaît aujourd'hui dans toute son étendue comme une entreprise nihiliste sans précédent dans l'histoire, que dire de ceux qui non seulement l'ont laissé faire, mais n'ont cessé de l'absoudre et de lui porter assistance matérielle et surtout morale en refusant obstinément de voir son vrai visage ?

Que dire de ces innombrables "compagnons de route" qui l'ont suivi dans la course à l'abîme ? Quelle responsabilité historique n'endossent-ils pas ? Comment peuvent-ils espérer retrouver leur dignité d'homme sans assumer leur part dans cette tragédie ?

Pour refermer définitivement la terrible parenthèse communiste, il importe maintenant que le jugement des hommes parachève celui, sans appel, de l'histoire. ■

---

1. *Lénine et la Révolution*, Éditions sociales, 1972, p. 143.
2. Voir l'article de Rémy Prud'homme dans *le Monde* du 05/11/1991.
3. Vladimir Volkoff, *la Trinité du mal*, L'Age d'homme, 1990, p. 75.
4. Voir notamment Suzanne Labin, *Cinquante années de communisme*, Berger-Levrault, 1967.
5. *Le Monde* du 24/10/1991.
6. *Le Nouvel Observateur* du 19/09/1991.
7. Cité par Vladimir Volkoff, op. cit., p. 76.
8. Friedrich Nietzsche, *le Nihilisme européen*, 10/18, 1976, p. 285.
9. *L'Humanité* du 25/08/1920, cité par Christian Jelen, *l'Aveuglement*, Flammarion, 1984, p. 189.
10. Bertrand Poirot-Delpech dans *le Monde* du 18/09/1991.
11. *Le Monde* du 24/10/1991.



Depuis la naissance du communisme en 1917 jusqu'à nos jours, les socialistes français n'ont pas cessé de participer au montage du plus grand mensonge de l'histoire en vantant les mérites du régime soviétique et en en taisant les atrocités, comme le démontre, preuves à l'appui, Christian Jelen dans *l'Aveuglement* (Flammarion, 1984). En 1982 encore, au retour de son séjour dans l'enfer castriste qu'il qualifiera de « *paradisiaque* », Jack Lang déclarera que Fidel Castro l'a « *séduit* » par sa « *générosité* » et son « *attention pour les autres* », et il ajoutera : « *Nos deux pays, la France et Cuba, croient à l'homme et refusent la dictature internationale d'une puissance.* » Cette attitude, qui fera des socialistes les complices des régimes totalitaires, trouve son explication dans l'univers de la gauche, univers « *manichéen et mystificateur qui réduit le réel à l'affrontement impitoyable de deux camps : socialisme-capitalisme, prolétariat-bourgeoisie, réforme-révolution* », comme le remarquera Christian Jelen. Ce débat dont se nourrissait le socialisme est épuisé et aujourd'hui, selon le même procédé de l'affrontement, il oppose le mondialisme au nationalisme, le cosmopolitisme à la défense des identités menacées. Ci-contre : Jack Lang avec Castro à Cuba.

Le socialisme, un mythe en décomposition

par Jean-Claude Bardet

En France plus qu'ailleurs, le communisme ne peut qu'entraîner dans sa chute le socialisme, en raison même des liens qui les unissent depuis des décennies. Idéologiquement, en effet, l'un et l'autre se sont abreuvés à une source commune : le marxisme. D'accord sur les objectifs, la société sans classe, et sur la manière de les atteindre, la rupture avec le capitalisme par l'appropriation des moyens de production, ils ne différaient guère que sur le pluralisme. Politiquement, ils se sont fait la courte échelle pour se hisser par deux fois au pouvoir : d'abord en 1936 avec le Front populaire, puis en 1981 à l'occasion du programme commun de l'Union de la gauche. Et les crimes perpétrés en Union soviétique et ailleurs n'ont jamais pû remettre en cause cette complicité. Compromis pour toujours par le communisme, qu'il a enfanté et cautionné, privé de l'idéologie qui lui servait d'armature intellectuelle, le marxisme, désormais obsolète, ayant essuyé partout dans le monde de cuisants échecs dans son domaine de prédilection, le social, en offrant aux hommes plus de pauvreté que de richesse, le socialisme est aujourd'hui un mythe en décomposition. Et ceux qui continuent de s'en recommander ne le font plus que dans le but de perpétuer leurs privilèges. La maison qu'ils habitent est vide.

Nos prédécesseurs n'ont pas su faire marcher le capitalisme, c'est à nous d'en améliorer le fonctionnement. »

Ces propos singuliers, prononcés par le socialiste Jean Le Garrec le 20 avril 1984 à la tribune de l'Assemblée nationale, illustrent la profondeur de la crise qui frappe depuis quelques années l'ensemble du mouvement socialiste. Et les observateurs sont nombreux à s'interroger sur les causes d'un déclin qui paraît d'autant plus surprenant pour la gauche qu'elle semblait partout triompher.

Pourtant, le fait est là : le plus grand mythe de ces deux derniers siècles a entamé son reflux, un reflux qui se révèle d'autant plus inéluctable que l'ensemble des phénomènes qui sont à l'origine de sa naissance et de son ascension se sont progressivement évanouis.

Aujourd'hui, en effet, le socialisme n'a plus lieu d'être, tout simplement parce que les raisons de son existence ont disparu. Et pour comprendre à quel point sa chute est désormais irréversible, il faut en revenir aux causes sociologiques, idéologiques et politiques qui, durant deux décennies, ont rendu sa marche en avant irrésistible.

Les mutations sociales

Comme on le sait, au milieu du XIXe siècle, à la faveur des bouleversements économiques et sociaux provoqués par la révolution industrielle et technique et après l'abolition par le libéralisme des protections que les corporations avaient érigées pour les salariés, des millions de déracinés venus à la ville pour travailler dans les usines se trouvèrent réduits, dans toute l'Europe, par le capitalisme sauvage à un état de dénuement total, tandis que la bourgeoisie voyait ses revenus décupler. L'immense pauvreté et l'énorme distorsion sociale résultant de cette situation devaient susciter une profonde aspiration populaire au bien-être et à l'égalité sociale et donner naissance à la classe ouvrière.

Ainsi, à travers la marginalisation d'une partie de la population habitée par une très grande insatisfaction, les conditions sociologiques propres au développement du socialisme se trouvaient réunies. Aussi, en promettant un monde meilleur et l'égalité pour tous et en s'identifiant à la classe ouvrière, le socialisme ne pouvait qu'être assuré du succès aussi longtemps que subsisteraient ces deux données : des inégalités majeures et ce qu'on appellera le prolétariat.

Or, aujourd'hui, ces données ont disparu. Avec les fameuses "Trente Glorieuses" dépeintes par Jean Fourastié, le prodigieux développement, après la Seconde Guerre mondiale, des économies occidentales, allié aux mécanismes socialistes de redistribution autoritaire des revenus, a considérablement réduit les inégalités et a corrélativement donné naissance à une immense classe moyenne dans laquelle la classe ouvrière s'est peu à peu fondue. Ses objectifs, la satisfaction des besoins matériels, mais surtout la réalisation du nivellement social étant atteints, le socialisme s'est trouvé du même coup privé de ses principaux ressorts psychologiques et sociaux. Aussi bien, ainsi que l'avait annoncé Joseph A. Schumpeter, le socialisme était-il condamné à perdre peu à peu de sa force.

C'est aujourd'hui chose faite. Car c'est bien là le paradoxe et l'ironie du sort : le mythe n'a de pouvoir que s'il n'a pas frayé avec la réalité et une société presque entièrement socialisée ne saurait rêver de socialisme. Elle rêve d'autre chose. Aussi la force d'attraction du socialisme ne pourra-t-elle dans ces conditions que décliner, et cela d'autant plus que d'autres facteurs contribuent à la ruiner [1].

Michel Rocard, figure emblématique d'une gauche prétendument réaliste et modérée et coqueluche des cadres de la droite libérale, à l'époque où il faisait l'éloge du communisme. Le 30 mai 1969, il déclarait sur RTL : « *Le drapeau rouge est porteur d'une très grande espérance [...] c'est le symbole de l'homme qui se bat pour exprimer l'injustice d'une économie de profit.* » Le 29 juin 1971, il ajoutait, cette fois sur France-Inter : « *L'action essentielle du mouvement socialiste doit être la lutte des classes.* » Le 1er novembre 1977, bien avant l'effondrement du Parti communiste, il s'inquiétait de l'avenir du parti de Moscou dans *le Figaro* : « *La baisse du Parti communiste serait une catastrophe pour la gauche.* » Aujourd'hui encore, les socialistes qui tiennent leurs sièges du Parti communiste ne peuvent s'empêcher de rappeler leur sympathie à l'égard du mouvement communiste, comme Édith Cresson le jour de son entrée à Matignon. Ainsi que le notait Jean-Marie Colombani dans *le Monde* en juillet 1988, « *la pureté absolue à gauche c'est le PC* ». Une pureté qui a débouché sur l'horreur et la débâcle. Débâcle qui précipitera la chute du socialisme lui-même.

L'échec doctrinal

Le socialisme ne fut pas seulement l'expression d'un élan de protestation sociale contre les injustices et les inégalités. Il fut aussi, et c'est sans doute ce qui fit sa force mais également sa faiblesse, une tentative intellectuelle de "reconstruction sociale". Nombreux furent les écrivains qui tentèrent de donner à ce courant irrépressible l'armature théorique qui lui manquait : Saint-Simon, Fourier, Proudhon, et bien d'autres encore, en France et à l'étranger. Mais, avec le marxisme qui

devait finir par triompher de ces différents courants, le socialisme se trouva tout à coup doté d'une doctrine qui parut présenter l'énorme avantage de donner une explication globale et définitive du monde et qui devait, de ce fait, exercer sur l'intelligentsia un pouvoir de séduction considérable. « *Le marxisme,* déclarait ainsi Jean-Paul Sartre, *est l'horizon indépassable de la pensée, tous ceux qui le critiquent sont des chiens.* » Une formule célèbre à laquelle répondait Raymond Aron : « *Hors du marxisme, point de salut* [2] ». Vécu comme une religion par des laïcs, rien ne semblait pouvoir ébranler le marxisme. Véritable prêt-à-penser, il tenait sous sa coupe toutes les disciplines, l'histoire comme la science, la politique comme la sociologie, la littérature comme les arts.

Malheureusement pour le socialisme, le marxisme s'est révélé incapable de résister au prodigieux développement des sciences humaines intervenu après la Seconde Guerre mondiale. Dans tous les domaines, historique, philosophique, économique et social, ses postulats, ses analyses se sont trouvés contestés et réfutés par les plus grands penseurs et chercheurs des temps modernes. Au point qu'aujourd'hui, ce qui fut longtemps considéré comme une science ne fait plus figure, ainsi que l'écrira François Perroux, que d'une « *magie du niveau des pratiques les plus primitives* [3] ». Aussi, comme l'avait parfaitement remarqué Jules Monnerot, le marxisme ne pouvant auprès de l'intelligentsia « *exister comme religion qu'en se donnant pour science* [4] », plus aucun intellectuel n'osa désormais se dire marxiste. Privé de sa « *philosophie des intellectuels* », selon la formule de Raymond Aron [5], le socialisme s'est subitement retrouvé porteur d'une idéologie morte, abandonnée de tous, rangée dans le placard des farces et attrapes de l'histoire. D'où l'appel au secours lancé aux intellectuels dans le journal *le Monde* quelques années après l'accession de la gauche au pouvoir en 1981. Le socialisme venait de perdre l'un de ses plus fidèles soutiens : l'intelligentsia. Il ne lui restait plus qu'à connaître le rejet des peuples qu'il avait soumis.

Gustave Le Bon, dans son célèbre ouvrage sur le socialisme publié en 1896, remarquait qu'« *en attendant l'heure de son triomphe qui précédera de bien peu celle de sa chute, le socialisme est destiné à grandir encore* » parce qu'« *aucun argument tiré de la raison ne saurait prévaloir contre lui* ». Et l'auteur de *Psychologie des foules* annonçait que seule la confrontation avec les réalités, autrement dit les expériences politiques, permettraient un jour de remettre en cause le mythe [6].



Dans *le Guide du nouvel adhérent au Parti socialiste,* on pouvait lire ces lignes : « *Le Parti socialiste ne se conçoit qu'au service de la classe ouvrière. Il se réfère explicitement à la lutte des classes et à l'appropriation des grands moyens de production et d'échange.* » Propos confirmés par François Mitterrand lui-même dans *Un socialisme du possible* : « *Je pense que la lutte des classes continue, qu'elle n'a pas connu de trêves.* » La puissance du mythe socialiste trouvait en effet son origine dans les inégalités manifestes génératrices de tensions sociales et produites par la révolution industrielle et l'existence de la classe ouvrière. La répartition égalitaire des richesses par la redistribution autoritaire des richesses, qui a donné naissance dans les pays capitalistes à une immense classe moyenne, et le nivellement dans la pauvreté qui en résulte dans les pays communistes ont fini par priver le mythe de son ressort principal : l'aspiration à l'égalité, et le mouvement socialiste de son vivier sociologique et électoral naturel : la classe ouvrière. (Ici : des ouvriers en grève, en mars 1937.)

La déroute politique

C'est aujourd'hui chose faite, et partout dans le monde le mouvement socialiste est en recul, quand ce n'est pas en pleine déroute. Cela est évidemment patent pour l'aile totalitaire du socialisme, le communisme, qui n'a pu éternellement tenir la longueur face aux systèmes d'économie de marché des pays capitalistes et dont l'écroulement a pris l'allure d'une débâcle. Mais cela est vrai aussi pour les régimes et les partis socialistes occidentaux, tout particulièrement en France.

Ainsi l'effondrement que connaît actuellement le Parti socialiste, avec une perte de dix à quinze points dans les élections, est-il étroitement lié à la prise de conscience par toute une partie de son électorat du croissant écart entre le discours et les faits, entre les promesses et les réalisations.

Comment comprendre en effet que le maître du social devienne le créateur du chômage et de la nouvelle pauvreté, que l'adversaire naturel de l'argent et des riches se transforme en parti de la corruption et des "affaires", que le champion du pacifisme et de l'antimilitarisme se pose en défenseur du nucléaire et en boutefeu lors de la guerre du Golfe, que l'avocat des fonctionnaires et des salariés contre les patrons se métamorphose en persécuteur des infirmières, des gardiens de la paix, des magistrats, des mineurs ou des sidérurgistes ? Nul doute qu'une telle distance entre les promesses et les résultats frappe les esprits et qu'elle contribue chaque jour à ouvrir les yeux de ceux que le mot socialisme hypnotisait.

Mais plus que la distance entre le mythe et la réalité, c'est le retournement doctrinal auquel le parti est en proie qui donne la mesure de l'irrémédiable déclin du socialisme. Symboliques sont à cet égard les propos de Max Gallo, ancien ministre du gouvernement de la gauche : « *Reconnaissons,* déclarait-il à une époque où il s'interrogeait, *ce qui fait la source de la vie : la liberté ; admettons ce qui fait la force de la dynamique sociale : l'imagination, l'initiative et l'entreprise ; avouons que le profit, s'il ne se confond pas avec la rente ou la spéculation, est l'un des critères de l'efficacité et la récompense du risque ; considérons les élites, lorsqu'elles ne sont pas la reproduction d'une caste, comme indispensables au développement de la société française ; inventons de nouvelles formes de rapport au travail* [...]*; affirmons bien fort que nous appartenons à la civilisation occidentale* [7]. »

Finie la lutte contre le capitalisme ! Non seulement le Parti socialiste en vante les mérites, mais il s'acoquine avec Bernard Tapie, l'une des figures de proue du capitalisme le plus sordide, celui qui se nourrit de la spéculation et du rachat d'entreprises en difficulté, et non de la création industrielle ou de l'esprit entrepreneurial. Finis la défense des travailleurs et le culte des masses, on encense désormais l'individu et les élites. Alain Touraine peut même déclarer : « *Après avoir défendu le citoyen, puis le travailleur, quels droits voulons-nous reconnaître ?* » et il fournit la réponse : « *la défense de l'individu* [8] ». Finie la primauté accordée au social et à la lutte contre les inégalités, dorénavant c'est à l'inflation qu'on accorde la priorité au nom des valeurs sacro-saintes de l'économie. Le Parti socialiste, à force de reniements, n'est

plus socialiste. Vidé de sa substance et de ce qui faisait sa raison d'être, il court à sa chute. Une chute déjà inscrite dans l'histoire et qui ne sera pas moins dure que celle qui a touché le Parti communiste il y a quelques années.

Une alliance déshonorante

Cela d'autant plus que le communisme entraînera, en France plus encore qu'ailleurs, le socialisme dans sa propre déchéance, en raison des liens privilégiés que, par-delà les querelles de boutique, l'un et l'autre ont entretenus et qui ont fait d'eux des complices aux yeux de tous. On sait que le Parti communiste est né dans notre pays par scissiparité du mouvement socialiste lors du Congrès de Tours en 1920 et qu'il en est donc l'enfant naturel. Et on se souvient des paroles que Léon Blum lança à l'adresse des partants : « *Malgré tout, restons des frères, des frères qu'aura séparés* [...] *une querelle de famille et qu'un foyer commun pourra encore réunir*[9]. »

Surtout, même s'il n'est plus d'usage d'en parler, on rappellera que le Parti socialiste fut, tout comme son allié communiste, un parti marxiste. Ainsi, en 1972, François Mitterrand déclarait : « *L'apport théorique principal qui inspire le programme socialiste est et reste marxiste*[10]. » Politiquement enfin, le Parti socialiste se hissera par deux fois au pouvoir grâce à l'appui des communistes, à l'époque du Front populaire et après guerre, à l'occasion du Programme commun et de l'Union de la gauche. Lié au communisme comme les deux faces d'une pièce de monnaie, le socialisme français portera à jamais la trace de cette compromission qui restera sa honte, car c'est en raison de cette alliance que la vérité sur la vraie nature des régimes communistes de par le monde sera tue. Comme le relève Jean-François Revel, « *la tromperie sur la nature réelle de la dictature léniniste constituera une opération délibérée, due à l'initiative des socialistes français, avant même la scission de Tours.* [...] *La tromperie fut inventée par les trompés et non les trompeurs*[11]. » Une tromperie que les socialistes entretiendront pratiquement jusqu'à nos jours, comme en témoignait encore en 1983 Alexandre Soljénitsyne : « *Voilà un demi-siècle,* disait-il, *que les socialistes tentent de cacher les crimes et les infamies perpétrés sous la bannière rouge en niant leur réalité. Aujourd'hui encore, l'Internationale socialiste ne manque jamais une occasion de vitupérer le Chili, mais ne souffle mot des crimes incomparablement plus graves commis en Chine, en Corée du Nord, au Vietnam, au Cambodge, au Laos*[12]. »

Tout récemment encore, les socialistes ont comme par hasard donné la préférence à Gorbatchev plutôt qu'à Boris Eltsine, à la Serbie plutôt qu'à la Croatie, au communisme plutôt qu'aux peuples, à la tyrannie plutôt qu'à la liberté. Une constante dans l'erreur et l'ignominie.

Un mythe étiolé

Aujourd'hui, le socialisme apparaît bien condamné au même titre que son frère jumeau, le communisme. Sociologiquement, il a perdu la classe ouvrière dont la fidélité à toute épreuve constituait son plus solide rempart et son vivier électoral et il n'a trouvé pour la remplacer qu'un électorat fluctuant et indéterminé. Idéologiquement, avec la ruine du marxisme, il a perdu son armature intellectuelle et le soutien actif des élites. Politiquement, il a démontré partout son incapacité à gérer et à gouverner efficacement un pays. Enfin, le mythe égalitariste qui fut sa force n'étant plus ressenti comme un besoin et la haine du riche ne pouvant plus constituer un ressort, il est mort parce qu'il n'a plus de sens, parce qu'aujourd'hui, les aspirations du corps social se situent ailleurs. Il appartient désormais au passé et non plus à l'avenir. Il est hors jeu.

Et s'il subsiste encore en France un parti qui se dit socialiste, il n'a plus de socialiste que le nom. Rallié au capitalisme et au libre-échangisme, le mouvement de la rue de Solférino ne diffère plus guère, sur la question économique, des vieux partis de la droite libérale. En revanche, pour ce qui concerne la question sociale, après avoir troqué les droits des travailleurs contre les droits de l'homme, il semble ne plus avoir pour objectif que la défense des immigrés qu'il tente d'organiser en force électorale et pour seul argument l'exploitation de vieilles peurs qu'on croyait pourtant définitivement obsolètes : celles d'un retour fantomatique au racisme et au fascisme. Et, à moins que le cosmopolitisme ne constitue la réponse et n'incarne le mythe des temps modernes, son nouveau discours ne saurait dans l'avenir ni séduire ni mobiliser une majorité de Français, ni même un tiers d'entre eux, même si le débat futur doit opposer le mondialisme au nationalisme. Car la grande espérance, la grande attente des peuples, ce n'est plus la révolution ou l'égalitarisme, mais le retour aux valeurs identitaires, comme l'a très bien noté Alain Finkielkraut dans son récent éloge de Charles Péguy. ■



La force du socialisme ne résidait pas seulement dans l'annonce d'un monde meilleur qu'il promettait aux millions de déracinés victimes de la révolution industrielle et capitaliste, elle découlait aussi du cadre intellectuel et pseudo-scientifique que l'idéologie marxiste lui fournissait et qui rangeait toute l'intelligentsia de son côté. Malheureusement pour le socialisme, le marxisme est défunt et cette mort lui a fait perdre la doctrine qui lui servait de credo ainsi que l'appui aveugle et inconditionnel des intellectuels, comme en témoigne le récent débat organisé par *le Nouvel Observateur*. On est loin du jour où le socialiste Léon Blum (ici, sur cette photo, en compagnie de Marcel Cachin à l'époque du Front populaire) s'enorgueillissait d'appartenir à la famille marxiste. Aujourd'hui, le Parti socialiste ne sait plus à quel saint se vouer. Orphelin du marxisme, il a rallié le capitalisme et trahi la cause des travailleurs pour celle des spéculateurs en la personne de Bernard Tapie. Il n'a plus de socialiste que le nom.

---

1. Voir à ce sujet l'étude réalisée par le Club de l'Horloge : "La fin du socialisme", *Lettre d'information* n° 3.
2. Raymond Aron, *Plaidoyer pour une Europe décadente*, Robert Laffont, 1977, p. 79.
3. François Perroux, "Le marxisme et la révolution du xxe siècle", 2e partie, *Renaître*, n° 18 bis, 1949.
4. Jules Monnerot, *Sociologie du communisme*, Gallimard, Paris, 1949, p. 245.
5. Raymond Aron, *l'Opium des intellectuels*, p. 129.
6. Gustave Le Bon, *Psychologie du socialisme*, rééd. 1977, Les amis de Gustave Le Bon, p. 461.
7. Max Gallo, *la Troisième Alliance ; pour un nouvel individualisme*, Fayard, 1984.
8. *Le Monde*, 17/01/1989.
9. Voir à ce sujet l'article de Jean Hohbarr, "Socialisme français : un marxisme avoué", *Alternative républicaine*, n° 2, juin 1983.
10. *Changer la vie*, préface de François Mitterrand, 1972.
11. Jean-François Revel, préface de *l'Aveuglement*, de Christian Jelen, Flammarion, 1984, p. 12.
12. *Figaro Magazine*, 16/04/83.

Dernier avatar : la social-démocratie

par Pascal Gannat

Avec la faillite du socialisme, la social-démocratie, bien que condamnée en Suède et dans le reste du monde, revient d'autant plus à la mode en France qu'elle représente le commun dénominateur entre la vieille "droite libérale" et le Parti socialiste reconverti à l'économie de marché. Cette forme de socialisme rampant, largement pratiquée par le RPR et l'UDF avant l'accession de la gauche au pouvoir en 1981 et aujourd'hui remise à l'honneur par les socialistes, constitue le dernier avatar du marxisme. On y retrouve la même croyance dans le rôle régulateur et interventionniste de l'État, rôle qui engendre une bureaucratie tentaculaire et inquisitoriale, transforme l'État souverain en État-providence et fait des citoyens placés sous sa tutelle des assistés. On y retrouve la même obsession d'un égalitarisme qui consiste à substituer à la notion républicaine de l'égalité en droit une égalité des résultats qui débouche sur le nivellement, l'irresponsabilité et l'injustice, paralyse la créativité et l'esprit d'initiative nécessaires au développement économique. Ultime refuge d'une classe politique aux abois incapable de se dégager de ses vieux schémas dirigistes, la social-démocratie ne peut que conduire la France dans une impasse. Dénoncer le socialisme, c'est aussi la dénoncer.



Olof Palme, premier ministre suédois, assassiné en 1986. Il fera de la Suède le symbole même de la social-démocratie et de l'État-providence. Considéré très longtemps en Europe comme un exemple par tous les milieux politiques, le modèle suédois s'est révélé n'être, au même titre que le "paradis soviétique", qu'un mythe que les Suédois ont d'ailleurs récemment rejeté. Il était temps car le bilan est catastrophique : le poids de l'État, des charges fiscales et sociales et du secteur nationalisé (plus de 50 p. cent) y est le plus élevé d'Europe occidentale. Placées sous la tutelle omniprésente de la bureaucratie, les entreprises y périclitent et la population, encadrée et prise en charge, y meurt d'ennui. Car l'État-providence ne produit pas seulement le nivellement : il enfante aussi le totalitarisme en détruisant, comme l'a bien montré Pierre Rosanvallon dans *la Crise de l'État-providence*, l'ensemble des corps intermédiaires pour laisser l'individu seul face à l'État : « *Une conception étatique de l'assistance est le corollaire,* écrit-il, *de l'individualisme le plus radical en matière de relations sociales.* »

Si l'appareil du communisme international, celui du socialisme bolchevique, n'est pas encore totalement détruit, sans doute est-ce dû au fait que les libertés ne sont pas encore rétablies dans leur intégralité au sein des anciennes démocraties populaires. Liberté de propriété, liberté d'expression, libertés judiciaires, liberté religieuse restent là-bas des objectifs à atteindre, ce qui sera d'autant plus difficile que ces concepts eux-mêmes, au sens où nous les entendons, ont souvent disparu de la représentation collective des peuples victimes depuis soixante-dix ou quarante ans du marxisme totalitaire.

Ce constat ne doit cependant pas nous incliner à une béate satisfaction quant à la société occidentale dans laquelle les libertés sont largement entamées par une autre forme de socialisme, le socialisme mou de la social-démocratie. Un socialisme qui, malgré les

apparences, et si on l'observe sans préjugés, a plus d'une ressemblance avec le communisme. La distinction entre les deux recouvre une réalité semblable : le socialisme, issu de la même matrice et qui, selon le degré d'avancement en totalitarisme, depuis le socialisme à la suédoise ou le socialisme à la française jusqu'au modèle soviétique, vise, avec plus ou moins de violence, à la même transformation de la nature de l'homme, par la création d'un "homme nouveau", façonné selon les modes différents, mais aux buts convergents, de cette perversion utopique.

Un totalitarisme qui ne dit pas son nom

Le socialisme n'a pas dit son dernier mot et l'on voit Max Gallo, dans un effort révisionniste qui, appliqué à d'autres sujets, aurait pu provoquer une formidable indignation, tenter de réhabiliter Marx, tandis que Françoise Giroud écrit l'histoire sainte du marxisme à travers la biographie de l'épouse du philosophe, devenue la sœur Thérèse des marxistes perdus.

D'où vient ce goût forcené, cet attachement maniaque au socialisme sous son incarnation marxiste : besoin de religion refoulé, volonté de retrouver une domination intellectuelle disparue, nécessité, pour deux intellectuels vieillissants, de confesser publiquement un inconscient inavouable ou nostalgie de l'ordre socialiste rouge comme il y a chez certains une nostalgie du national-socialisme ? Imaginons un instant un académicien de droite, romancier à succès, écrivant mélancoliquement une apologie d'Alfred Rosenberg tandis qu'une journaliste connue du supplément hebdomadaire d'un grand journal du matin évoquerait avec tendresse l'héroïsme quotidien de son épouse. Ce serait assurément le scandale, à condition que les livres trouvent un éditeur. Max Gallo et Françoise Giroud en ont un : anciens collabos du marxisme, leur nostalgie leur vaut honneurs et gros tirages.

Les sociétés occidentales demeurent en effet tolérantes à la monstruosité communiste, attitude que Soljénitsyne a dénoncée à de nombreuses reprises. Il a rappelé qu'aussi longtemps que le monde libre ne condamnerait pas le socialisme marxiste comme horreur absolue et supérieure à tous les autres totalitarismes, y compris celui d'Hitler, le mensonge garderait ses racines.

L'exemple de la France démontre bien qu'on ne sort pas plus facilement du socialisme mou de l'Ouest que l'on ne se libère du socialisme dur de l'Est, car le lien entre les deux est d'ordre quasi génétique, tout comme le lien entre le matérialisme marchand et les diverses formes de socialisme.

Voilà pourquoi combattre l'un c'est s'opposer aux autres. Admettre la drogue douce de la social-démocratie, c'est accepter que les buts ultimes du communisme soient atteints avec des méthodes plus douces, mais dont les apparences de démocratie libérale laissent cependant apparaître le projet totalitaire de destruction de l'ordre naturel des sociétés.



Jacques Delors, roue de secours du socialisme déliquescent, monstre froid à la face de Janus, présente l'avantage de servir les intérêts de la gauche, tout en séduisant les salons de la droite parisienne par son côté "clean" et ses allures de technocrate. Catholique engagé de longue date, venu au socialisme par la morale, il fut l'un des artisans de la déconfessionnalisation de la CFTC et de sa transformation en centrale syndicale socialiste sous le pseudonyme de Roger Jacques. Il écrira à ce propos : « *La CFTC de l'époque se fondait sur la doctrine sociale chrétienne qui était largement insuffisante pour expliquer les phénomènes sociaux contemporains puisqu'elle écartait systématiquement le fait fondamental qu'est la lutte des classes.* » Ce spécialiste des coups montés sera également l'inspirateur de la "nouvelle société" chère à Chaban-Delmas, dans le cabinet duquel il agira comme un poisson pilote, ainsi que l'animateur d'"Échanges et projets", un cénacle destiné à piéger quelques patrons de haut vol. Son credo : la lutte contre les inégalités par la redistribution autoritaire des revenus par l'État. Et le portrait serait incomplet si l'on omettait d'ajouter que ce social-démocrate en vient même à préférer le communisme et ses millions de victimes au nationalisme : « *Supposons,* déclarait-il à *l'Express* au lendemain du putsch manqué de Moscou, *que les nouveaux dirigeants soviétiques se maintiennent au pouvoir et s'efforcent de trouver une voie moyenne : nous vivrions certes dans un contexte plus risqué, mais cela pourrait avoir néanmoins des aspects positifs. D'une part, les ardeurs nationalistes se calmeraient ; or l'explosion des nationalités était précisément ce qui pouvait le plus endommager la construction de l'Europe* [...]. » Qui peut encore croire que la social-démocratie ne correspond pas à une vision totalitaire de la société ?

Ce projet totalitaire, c'est-à-dire de domination absolue de la totalité des activités et des acteurs sociaux, se fonde dans le socialisme de type social-démocrate sur des bases marxistes évidentes, avec la même volonté d'irréversibilité. Ainsi François Mitterrand en 1973, dans *la Rose au poing*, écrivait : « *Une fois transformés les rapports de production et les relations entre les groupes sociaux, il ne sera pas plus aisé de retourner à la société capitaliste qu'il n'était imaginable, après Louis XIII, de retourner à la société féodale.* » On notera l'assimilation faite entre l'histoire dans son déroulement diachronique et l'évolution historique de toute société. Dans le même ouvrage, il poursuivait : « *Avec la concentration capitaliste parvenue au monopole, l'État n'est plus dans l'État. Pour l'y faire rentrer, avant de l'affecter aux tâches qui lui incombent, et seulement celles-là, quiconque a conservé le sens du service public sait qu'il faut, dans le vrai sens du terme, une Révolution.* » Et voici livré le comment du pourquoi, dans *Ici et maintenant* (1980) : « *Il n'y a pas de socialisme sans que soient détruites les structures qui assurent le pouvoir de classe des groupes dominants.* »

Ces citations, typiquement marxistes, même venant d'un ancien récipiendaire de la francisque, dévoilent parfaitement la nature du socialisme à la française, dont la subversion sociale reste le projet de départ. Pour y parvenir, il est d'ailleurs fait appel à une analyse de l'histoire et de l'action politique parfaitement marxiste. En 1975, dans *la Paille et le Grain*, l'hôte actuel de l'Élysée se livrait : « *Les socialistes essaient de donner réalité et valeur d'approche scientifique à ce qui est une grande idée lorsqu'ils considèrent que toute libération commence par la réforme des structures économiques et des rapports de production. Étant entendu que, selon le mot de Brecht, rappelé par Garaudy cette semaine, "il faut changer le monde puisque le monde a changé"* ». Ce qui veut dire qu'on ne change rien sans projet culturel ou, comme l'écrit le même Garaudy, sans une « *nouvelle détermination des fins de la vie* ».

Il y a là une grande clarté : pour le socialiste François Mitterrand, comme pour le marxiste Garaudy, dont il s'inspire très directement (ce qui est inquiétant lorsque l'on sait que Garaudy s'est converti depuis à l'islam), la vérité n'a pas de stabilité puisque l'homme comme individualité sociale agit pour transformer non seulement les structures sociales, mais surtout la nature même de l'homme. Marx, dans son livre *Thèses sur Feuerbach* (Thèse XI), précède de loin l'homme de l'Observatoire : « *Les philosophes n'ont fait, jusqu'ici, qu'interpréter le monde. Il s'agit de le changer.* » Changer, voilà qui rappelle, en un lointain écho, le maître-mot giscardien du "changement". Socialisme, quand tu nous tiens...

Dans la revue *Dire* (15/12/69), François Mitterrand donnait la clef du totalitarisme socialiste, un scientisme mécaniste et dialectique bien marxiste : « *Le socialisme est la science ou l'approche scientifique des faits économiques et sociaux tels qu'ils sont, à un moment donné, dans un lieu déterminé.* » Résister à la science reviendrait donc à résister à la vérité, attitude socialement condamnable puisque nuisible au progrès.

La question est posée de savoir comment le socialisme non communiste peut réaliser ses objectifs progressistes. Pour y répondre, on peut observer au XXe siècle un certain nombre de cas concrets de socialisme appliqué, ce qui oblige à revenir continuellement au moule marxiste d'origine.

L'État maître des âmes

L'exemple de la social-démocratie suédoise permet de comprendre facilement comment le totalitarisme marxiste imprègne le pays d'origine des Vikings.

Ainsi, pour ce qui est de la justice, la Suède socialiste considère que l'individu n'est pas protégé par la loi, mais par l'autorité sociale légitime, c'est-à-dire l'État. Carl Lindbom, ancien juge à la Cour d'Appel, social-démocrate, déclare : « *Le but de la loi est d'appliquer la politique officielle. Elle est un des instruments destinés à transformer la société.* [1] » Cela est à rapprocher de cette citation de Lénine tirée du *Discours à la jeunesse* : « *C'est pourquoi nous disons : la morale considérée en dehors de la société humaine n'existe pas pour nous ; c'est un mensonge. La morale pour nous est subordonnée aux intérêts de la lutte des classes du prolétariat.* »

Un autre juge suédois explique : « *La loi n'est pas là pour protéger l'individu. J'en suis convaincu maintenant. Elle constitue une norme pour les fonctionnaires de l'État et n'a rien à voir avec la garantie des libertés individuelles. Je ne sais trop pourquoi, mais il me paraît naturel que le rôle de la loi soit de mettre en pratique les intentions de la bureaucratie.* »

Cette conception totalitaire du socialisme suédois ne se retrouve-t-elle pas en France où l'État tire prétexte de la fraude fiscale pour suspendre quasiment les libertés individuelles ? Les exemples abondent de citoyens français qui n'étaient que coupables de dissimulation de revenus et qui ont fait l'objet d'une persécution professionnelle et privée de la part des services fiscaux qui rappelle celle que subirent nombre de dissidents : perquisitions, intimidations, interdiction de se déplacer librement par mise sous contrôle judiciaire.

Dans tous les socialismes, bolchevique ou social-démocrate, la liberté du citoyen n'a pas de fondement face à l'État.

Mais, sur le plan de la morale, et par exemple dans le domaine de la sexualité, l'État socialiste se veut également le maître à penser et à agir.

Ainsi, en Suède, il existe un directeur des services de l'éducation sexuelle au Directorat des écoles. L'un d'eux déclarait il y a quelques années : « *Nous ne voulons pas que les enfants commencent leur éducation sexuelle dans un nuage d'émotion. Il faut supprimer l'émotion dans la sexualité. Nous voulons que les enfants en parlent entre eux et se rencontrent rationnellement* [2]. » Objection lui est faite : « *Vous pensez donc que la répression sexuelle a un lien de cause à effet avec la tension politique. Après tout, les régimes despotiques ont parfois des idées puritaines. En Russie, par exemple* [2]. » Réponse : « *Mais, en Russie, les activités politiques sont interdites par des autorités despotiques, tandis que les Suédois se désintéressent de la politique d'un commun accord* [2]. »

Le socialisme suédois pousse les citoyens à se libérer de leurs frustrations politiques par le biais de l'acte sexuel, mais cela doit être accompli dans la décence et l'hygiène préconisées par l'État.

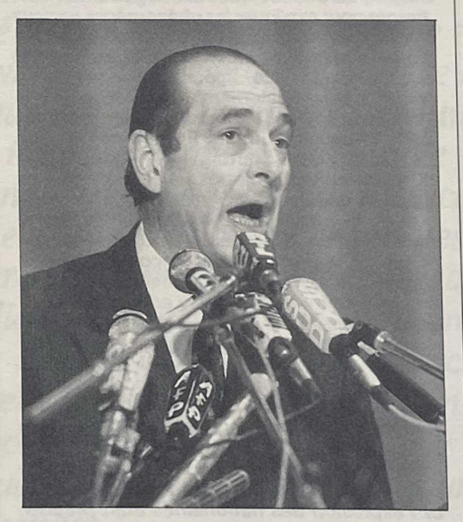
Comment ne pas rappeler la brochure récemment commandée par la tristement célèbre Georgina Dufoix (« *responsable mais non coupable* » puisqu'elle appliquait la doctrine d'État) dans laquelle on explique, à travers une bande dessinée d'une vulgarité esthétique typiquement socialiste, que le préservatif est la seule solution contre le sida, exprimant ainsi la doctrine officielle, doctrine d'ailleurs controversée par plusieurs études scientifiques récentes et fiables sur ce sujet ? La brochure n'en sera pas moins diffusée à plusieurs millions d'exemplaires car la morale socialiste d'État ne vise pas au bonheur et à la sauvegarde individuels, mais à la réalisation d'un type de comportement unique.

Déjà, à l'instauration du communisme, dans les années vingt, un "moraliste" russe expliquait qu'une des raisons justifiant le divorce pourrait être le cas où l'un des conjoints « *trahirait sa patrie* ».

Les convergences ne manquent pas, entre les différents socialismes, sur les questions de la loi, de la morale, particulièrement pour ce qui touche au plan le plus individuel de la liberté de chacun des citoyens. Mais l'éducation et la culture sont les secteurs où le socialisme révèle le mieux sa véritable nature.

L'arme culturelle

En 1978, François Mitterrand déclarait : « *Il n'y a pas d'expérience de création qui puisse aboutir dans le cadre de la société présente* [...]. *Nous cherchons à renverser l'ordre des choses, à étendre au niveau populaire une culture réservée soit à une élite, soit à une classe.* » « *Il n'y a pas de révolution culturelle si elle n'accompagne pas une réforme des rapports de production.* »



Qu'ils soient de gauche ou de droite, les hommes politiques français ont toujours eu bien du mal à évoluer hors de l'orbite socialiste. Au premier rang de ces derniers, Jacques Chirac, qui voulait « *repeindre la pays aux couleurs du travaillisme à la française* ». Pour ensuite vanter les charmes sulfureux du national-socialisme à la Saddam Hussein, le 30 novembre 1974, lors de son voyage en Irak : « *Le nationalisme au meilleur sens du terme, le socialisme comme moyen de modifier les énergies pour assurer l'avenir sont des sentiments très proches du peuple français.* » Par-delà ces mots creux se profilent la même attirance pour le socialisme, la même obsession de la "réduction des inégalités" — qui s'exprimera une nouvelle fois à l'occasion du discours de Vitré — et d'un égalitarisme « *qui ne désespère pas l'effort* ». Le choix des termes est révélateur, car il y a une différence profonde entre l'aide aux plus pauvres qui fait partie des devoirs de l'État et la réduction des inégalités qui conduit nécessairement au nivellement et à l'assistanat. Généralement persévérant dans l'inconstance, Jacques Chirac fait preuve d'un remarquable esprit de suite dans la pratique du socialisme rampant.

Posée ainsi, la "révolution culturelle" socialiste n'est pas sans évoquer les déclarations les plus délirantes du maoïsme. Elle place l'État au centre de la création, faisant fi du rôle et de l'inspiration de l'individu. Tout le travail de Jack Lang, depuis qu'il vibrionne rue de Valois, aura d'ailleurs été d'étendre le champ d'intervention de l'État dans ce domaine, relayé en cela par les collectivités territoriales et locales, sans que soit tolérée pour autant l'initiative privée sinon sous la forme d'un mécénat industriel ou d'entreprise fortement balisé.

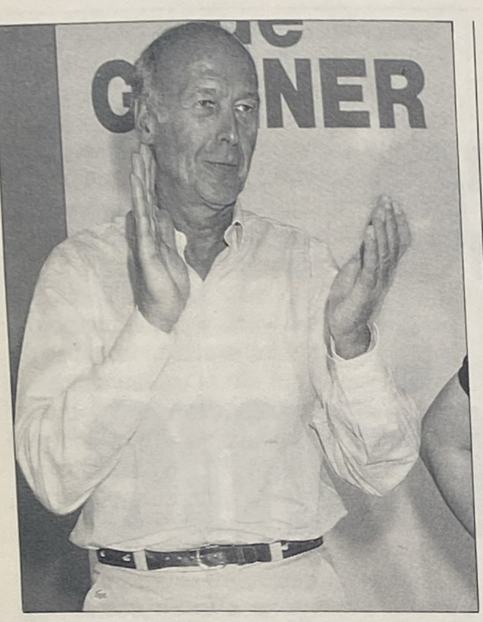
Olof Palme déclarait en 1969 devant les travaillistes britanniques : « *Grâce au marxisme, nous pouvons voir que l'art n'est pas seulement un produit de la société, mais aussi une arme dans la guerre des classes, un instrument pour changer la société.* [...] *J'avoue que, dans ce domaine, je partage l'attitude marxiste à l'égard de l'art et de la vie.* »

Comment ne pas songer au "ministère de l'Enginnering émotionnel" du *Meilleur des mondes* d'Huxley ? Ainsi se comprend mieux le rôle infraculturel du rock décadent, du rap et du tag : de l'enginnering émotionnel visant à conditionner les sensibilités, dans le sens d'une perte de l'individualité du goût et du jugement artistiques. En Suède, il y a vingt ans, une pièce de Montherlant fut interdite : l'auteur fut déclaré asocial. Holberg, le Molière suédois, n'est plus joué : « *C'est un aristocrate et nous devons être démocrates* » a dit de lui le ministre de la Culture.

Nous vivons ce phénomène en France où la subvention culturelle est une arme de l'esclavage d'État en faveur du nivellement vers le "démocrate", c'est-à-dire le sous-marxisme socialiste. Plus aucun des grands auteurs français n'est joué dans les théâtres subventionnés, sinon exceptionnellement, et voir une pièce de Molière, Marivaux, Montherlant ou Anouilh est désormais quasi impossible, en dehors de la Comédie-Française où abondent cependant des mises en scène créant un véritable détournement de sens. Le fait est acquis, sans que cela provoque de critique majeure : la culture socialiste à la française n'est pas un vain mot.

On pourrait étendre à l'école cette recherche des analogies entre les socialismes : le programme Langevin-Wallon, œuvre d'un communiste et d'un marxiste freudien, a été appliqué en France en vertu d'une méthode que l'on pourrait croire soviétique ou suédoise.

Selon ce plan éducatif, on ne va pas à l'école pour apprendre, mais pour fonctionner en tant que membre d'un groupe : cela suppose l'unité et le contrôle total de l'État sur les programmes de l'édition scolaire, les filières de formation des maîtres et le financement de l'école. C'est bien là le cas français autant que soviétique. Le passage à 100 p. cent de bacheliers fait sourire les naïfs : ce sera certes un échec dramatique pour la nation, mais une réussite selon les critères du socialisme, par la suppression de toute notion de hiérarchie et de mérite, notion qui repose



Durant une vingtaine d'années avant l'arrivée en 1981 de la gauche au pouvoir, la droite RPR-UDF mènera une politique de gauche de nature social-démocrate. Premier à mettre en œuvre cette politique, baptisée "nouvelle société" : Chaban-Delmas, qui fera appel pour les besoins de la cause au socialiste Jacques Delors. En 1981, Jean Lecanuet, dressant le bilan de ces deux décennies, devait reconnaître : « *Ce qui nous sépare des socialistes, ce ne sont pas les finalités sociales, ce sont pour y parvenir les moyens économiques sans lesquels ces objectifs sociaux restent des leurres* » (*le Figaro*, 28/11/81). Aujourd'hui, la vieille "droite" et la vieille gauche se retrouvent d'accord sur les fins comme sur les moyens. Les fins : le nivellement social, les moyens : la redistribution fiscale. Au total, un marxisme bien tempéré.

sur l'individu et non sur les critères de l'option marxiste Langevin-Wallon. On continue à sélectionner des élites techniciennes par le biais des concours d'accès aux grandes écoles ou aux meilleures universités mais on aura supprimé la culture qui exprimait l'âme de la "race française", dans le sens où Péguy l'entendait.

François Mitterrand, dès 1970, se plaçait dans cette ligne d'action marxiste : « *De plus en plus, les équipements collectifs utilisés par le social-capitalisme sont devenus un moyen d'asservissement culturel et de consolidation du système : occupation des loisirs à des tâches purement matérielles* [...], *moulage des personnalités sur le modèle de l'ordre établi par la formation, l'enseignement et la culture* [...], *hiérarchisation du savoir, des relations humaines, des chances de survie, des loisirs, de la culture.* [3] »

De cette façon, François Mitterrand abattait un pan entier de notre tradition scolaire et culturelle qui a fait de l'école et de la culture l'investissement majeur des Occidentaux depuis Athènes et Rome et a permis l'expansion européenne et l'explosion scientifique qui nous est propre. Pol Pot utilisa la manière forte ; Mitterrand, Langevin, Wallon se servirent de la FEN. Au terme du socialisme de la terreur sanglante, ou du socialisme de la décadence planifiée, les résultats sont-ils vraiment divergents ? La mort de la culture nationale ne passe pas en effet nécessairement par le génocide physique. La FEN a appliqué à l'école la règle léniniste : faire sans dire. Et elle l'a fait, atteignant son but, l'accomplissement d'un ethnocide spirituel et culturel.

Les convergences libéralo-centristes

Tous les Français vivent, comme beaucoup d'Occidentaux, cette prégnance du socialisme dans la vie nationale ou quotidienne. Progressivement, de l'agriculture aux entreprises, de la famille à la propriété, le socialisme amène les sociétés occidentales vers un modèle proche du communisme, tel qu'en tout cas Gorbatchev voulait le conserver. Un socialisme d'État où la terreur physique serait remplacée par la terreur sociale, l'autocontrôle et l'autocensure, grâce au biais d'une morale d'État dont la France, avec la loi Gayssot, inspirée du code pénal soviétique, offre l'expérience *in vivo*.

La plupart des libéraux, soi-disant antisocialistes, font la politique de M. Jourdain, c'est-à-dire du socialisme sans le savoir. Le socialisme giscardien résumé en 1973 par son ministre Lecanuet dans la formule "vider la gauche de tout son programme" a fait pendant au désir affirmé de Jacques Chirac d'un "travaillisme à la française" ou au projet de cette "nouvelle société" si chère à Jacques Delors et Jacques Chaban-Delmas. Mais ces Kerensky ont depuis trouvé leur Lénine élyséen dont le départ ne changera d'ailleurs rien à la vision social-démocrate des libéraux.

Car ces derniers, il faut le souligner, partagent avec les socialistes la même vision purement matérialiste de l'économie, une vision qui suppose l'élimination des concepts de tradition, d'histoire, de morale, de religion, et leur remplacement par l'efficience, le rendement, la production, le dynamisme industriel, la croissance, mots magiques dont beaucoup de ces mêmes libéraux pensent tirer la force de lutter contre le socialisme. Or celui-ci englobe ces notions à travers le totalitarisme d'État, car la seule "civilisation du travail et de la production", c'est le marxisme.

La primauté de l'économisme aboutit en effet au socialisme de façon inéluctable par le matérialisme qu'elle engendre, et également au totalitarisme puisque la production doit être gérée et managée par la technocratie en système libéralo-socialiste ou contrôlée par la nomenklatura de la société marxiste-socialiste. Il n'est sur ce point que de relire Sombart (*Apogée du capitalisme*) : « *Nous devons*, notait-il, *nous habituer peu à peu à cette idée qu'entre le capitalisme stabilisé et réglementé et un socialisme rationalisé et utilisant toutes les ressources de la technique, la différence n'est pas grande ; de sorte que la destinée des hommes et l'avenir de leur civilisation ne subiront pas, du fait d'une organisation socialiste de l'économie, une orientation différente de celle conditionnée par une organisation capitaliste ; le mode de travail reste le même dans les deux cas et, dans les deux cas, l'ensemble de l'économie repose sur la déshumanisation.* »

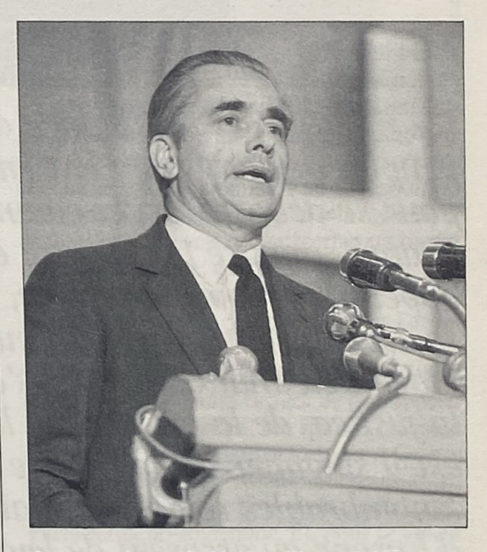
Qui en effet n'a pas constaté aujourd'hui que les libertés fondamentales que sont la libre expression, la libre propriété, le travail libre et le droit de jouir librement du fruit de son travail, ainsi que le choix des modes éducatifs pour ses enfants sont gravement menacées dans les sociétés occidentales qui n'ont de libéral que le nom ?

Ainsi, se réclamant de la liberté économique, les sociétés libérales retirent insensiblement au citoyen les libertés politiques que la démocratie devait lui garantir. Poussée à son extrême, la rentabilité économique ôte toute liberté réelle au citoyen puisque les coûts marginaux des biens marchands, valeurs éthiques et esthétiques, ne sont pas prises en compte ou sont totalement — totalitairement — sous-évalués.

Joseph A. Schumpeter, dans *Capitalisme, socialisme, démocratie* (1972), prévoyait que l'absence de libertés réelles dans les économies et sociétés libérales conduirait à l'avènement d'un socialisme technocratique et tentaculaire. Mais il restait lui-même prisonnier en cela du déterminisme économiste.

Car il existe un facteur de l'histoire de notre civilisation qui échappe à la science exacte et quantitative : le sursaut des peuples et des nations contre l'esprit du matérialisme marchand ou socialiste. Il n'y survivra pas. ■

1. Roland Huntford, *le Nouveau Totalitarisme : le paradis suédois.*
2. *Ibid.*
3. *Un socialisme du possible.*



Sous le règne de Valéry Giscard d'Estaing, entre 1974 et 1981, la France entre en socialisme sans le savoir, la part des prélèvements effectués par l'État sur les citoyens passant de 36,3 p. cent à 42,8 p. cent du PIB. Derrière le "libéralisme avancé" se camoufle l'éternelle obsession des technocrates de droite : la social-démocratie. C'est l'époque où Jean-Pierre Fourcade « *se range par lui-même parmi les socialistes giscardiens* » (2 sept. 1977). Aujourd'hui, avec l'effondrement du socialisme, la social-démocratie, commun dénominateur de la vieille droite et de la vieille gauche, est de nouveau à la mode, même si la crise économique mondiale contribue à la rendre obsolète. Les politiciens de droite continuent de s'y référer sans le dire et, à gauche, Fabius déclare assister à « *un basculement idéologique* » en faveur « *des thèses sociales-démocrates* » (*le Monde*, 27/11/87).

La France sans le marxisme

par Bruno Mégret



Ce n'est pas le plus mince des paradoxes que de voir les peuples des pays de l'Est endurer toutes les souffrances pour se débarraser du communisme, alors qu'en France, malgré le désastre et la condamnation sans appel qui frappe ce régime, des pans entiers de la société restent encore soumis aux clichés éculés de l'idéologie marxiste, qu'il s'agisse de l'enseignement, de la justice, de la culture, de la télévision, etc. De même est-il singulier de voir notre pays encore encadré par les innombrables relais associatifs du dernier parti stalinien d'Europe qu'arrosent de leurs subventions l'État et les collectivités locales. C'est que la France a subi, plus que les autres pays occidentaux, l'empreinte du marxisme. Aujourd'hui, il est grand temps de l'en libérer pour la sortir du socialisme. Une libération qui ne pourra passer que par une remise en cause des idées préconçues, des habitudes de pensée et de comportement stéréotypées de certains milieux, comme des privilèges, des passe-droit ou par le démantèlement des bastions que la nomenklatura marxiste française a érigés à tous les niveaux de la société.

La France porte partout les stigmates de sa colonisation par l'idéologie marxiste. Ainsi, dans les mairies socialistes, communistes et même quelquefois libérales, des noms, qui sont autant de symboles du plus néfaste des régimes, ont été attribués à des rues, des places, des bâtiments publics. Imagine-t-on en plein Paris, ou même dans n'importe quelle ville de France, une avenue Adolf Hitler ou un boulevard Joseph Goebbels ? Mais ces signes qui sont une insulte aux innombrables victimes du communisme ne sont rien à côté de l'imprégnation marxiste qui touche des secteurs clefs comme l'enseignement, la culture, les arts, la justice, où les règles, les schémas de pensée, les références sont restés marxistes. Démarxiser la France, c'est réduire l'État à ses fonctions souveraines, c'est libérer les entreprises et les particuliers de sa tutelle paralysante, c'est rétablir dans l'enseignement le mérite, dans la justice la notion de faute, dans l'économie l'esprit d'initiative. C'est tourner le dos au nivellement et à l'encadrement.

L'effondrement du communisme au sein de ce qui fut l'empire soviétique aura sans doute été, avec les deux conflits mondiaux, l'un des événements les plus importants de ce siècle. La destruction du mur de Berlin, la libération des peuples satellites, l'interdiction du parti communiste dans l'ancienne URSS, l'indépendance des pays Baltes antérieurement annexés, l'éclatement de l'Union soviétique et son remplacement par la Communauté des États indépendants, sont autant de faits majeurs qui concrétisent ce qui était encore impensable il y a quelques années : la mort de l'empire communiste.

Faut-il pour autant en conclure que le marxisme est mort avec lui et que le socialisme qui en a été l'expression politique la plus répandue va le suivre dans la tombe ? Il convient, semble-t-il, d'être prudent.

Démarxiser la France

L'empire soviétique constituait en quelque sorte l'incarnation historique du marxisme. C'était l'empire théocratique, le sanctuaire de

cette grande religion matérialiste. Et l'anéantissement de la cité sainte du marxisme, la destruction de ses temples portent sans conteste un coup décisif à l'idéologie de Karl Marx. Avec ces bouleversements, le socialisme perd un atout majeur et se trouve pénalisé par un handicap considérable.

L'atout qui disparaît, c'est la formidable base logistique que représentait pour le marxisme l'existence d'un immense empire idéologique, politique, économique et militaire qui ne fonctionnait que pour la propagation du communisme et du marxisme. Il est évident que, sans ce soutien logistique, le développement des idées marxistes ne peut que connaître un terrible coup d'arrêt. On peut en effet penser que celles-ci ne bénéficieront plus des avantages que leur procurait concrètement l'Union soviétique. Finies les organisations largement subventionnées et encadrées par Moscou, disparus les agents d'influence infiltrés ou manipulés partout dans le monde occidental. Terminées aussi les opérations subversives et militaires menées pour gagner par la force les nations du tiers monde. Sans l'appui de l'empire soviétique, les idées socialistes font un bond en arrière de quatre-vingts ans.

Avec, de surcroît, un handicap de taille : les voici dorénavant intellectuellement discréditées. L'effondrement du communisme en Russie et dans tout son empire est en effet l'expression même de l'échec patent, manifeste, éclatant du système marxiste. Révolu le temps du paradis rouge et de l'habile occultation des difficultés internes des pays communistes. Le voile s'est levé sur l'immensité du désastre : des pays ruinés, retardataires, déstructurés, auxquels il faudra des décennies pour se redresser et rattraper l'Occident.

L'idéologie marxiste, et avec elle le socialisme, ont perdu leur soutien logistique et leur puissance de séduction. On peut même imaginer que le balancier de l'histoire, qui dans le passé semblait pencher inexorablement dans le sens du socialisme, a progressivement ralenti sa course pour s'immobiliser cet été et repartir de plus en plus vite en sens inverse pour aller, cette fois, à l'encontre du marxisme.

Le socialisme a cessé en tout cas d'être une idéologie conquérante et impérialiste. Est-il pour autant définitivement condamné ? Pouvons-nous être sûrs qu'il est désormais hors d'état de nuire ? Certainement pas. Le marxisme, sous sa forme communiste, n'a pas disparu de la surface de la planète. Il existe toujours de par le monde des pays communistes, et non des moindres, comme la Chine. En France même, de nombreuses collectivités territoriales sont encore contrôlées par les communistes. Quant au marxisme à coloration socialiste, il reste puissant chez nous comme dans bien d'autres pays du monde.

Plus grave encore, le marxisme continue d'imprégner les idées dominantes qui gouvernent notre société. Il avait d'ailleurs réussi à acquérir un ascendant intellectuel tel que l'art, la culture, le langage, l'enseignement notamment, avaient été marxisés, insidieusement certes, mais en profondeur.

Cela est particulièrement vrai dans notre pays où le Parti communiste a occupé de tout temps une position essentielle. Ses scores électoraux ont été dans le passé très élevés, ce qui lui a permis de conquérir de solides bastions qu'il détient toujours pour certains d'entre eux. Mais, plus grave encore, le Parti communiste français a joué à gauche un rôle central, il fut à la fois moteur et référence, de telle sorte qu'il a pu exercer sur la société française une influence bien plus importante encore que celle que lui procuraient ses succès aux urnes. Et ses réseaux de pouvoir et d'influence sont bien loin d'être tous démantelés. Malgré l'effondrement du communisme à l'Est et en dépit des déroutes électorales du PCF, les communistes français continuent d'agir et de peser, permettant ainsi au marxisme de survivre dans les esprits et dans la société. Le socialisme, s'il est blessé, n'est pas mort pour autant.



Quadrillant la France, les mairies communistes (ici : celle d'Aubervilliers) sont autant de relais qui ont permis au parti et à l'idéologie marxistes de prospérer à l'époque des beaux jours et aujourd'hui de survivre au déclin. Avec des méthodes éprouvées : encadrer la population, l'enrégimenter dans les rangs de son mouvement, multiplier les associations satellisées et d'autant plus nombreuses et soumises qu'elles sont assurées de pouvoir compter sur les largesses du maire, créer des clientèles d'autant plus dévouées à la cause du parti qu'il en est l'employeur. Sans ces mairies, le dernier parti stalinien d'Europe serait sous perfusion. Ses ultimes bastions, longtemps inexpugnables, constituent en quelque sorte les abcès de fixation du marxisme. Démarxiser la France, c'est aussi bouter le parti hors des communes lors des élections municipales.

Aussi convient-il d'engager en France et dans le monde un vaste programme de démarxisation. Car l'implantation idéologique et politique du marxisme est si profonde qu'il faut, pour l'éradiquer, agir avec vigueur, détermination et constance.

Sept actions d'envergure sont à mener dans notre pays pour atteindre cet objectif.

Révéler les impostures

En premier lieu, il importe de dénoncer les impostures historiques que les communistes ont su créer pour valoriser leur image et acquérir une prétendue légitimité dans l'opinion publique française. C'est dans cet esprit qu'il faut réfuter l'idée communément admise selon laquelle les communistes auraient été à la pointe du combat de résistance contre les Allemands lors de la dernière guerre. Le Parti communiste français a en effet orchestré, au lendemain de celle-ci, une formidable campagne d'intoxication visant à établir dans les esprits l'équation simple : communisme = résistance. Cette image, dans laquelle ils ont réussi à se draper, leur a permis de se décerner un brevet d'antifascisme, ce qui leur a conféré une impunité politique dont ils jouissent encore aujourd'hui, tout en détournant d'eux l'accusation de totalitarisme. Aussi convient-il de rétablir la vérité sur le parti des prétendus soixante-quinze mille fusillés et de rappeler que les communistes, en France, se sont surtout signalés pendant la Deuxième Guerre mondiale par leur collaboration avec les Allemands jusqu'en 1941 dans le cadre du Pacte germano-soviétique. Et, pour ce qui est de la résistance, leurs actions les plus spectaculaires ont été commises à la Libération : ce sont les crimes perpétrés par les maquisards communistes, crimes qui, sous couvert d'épuration, visaient en réalité à éliminer physiquement leurs adversaires politiques. Une commission d'enquête devrait être constituée. Composée d'historiens indépendants, elle serait chargée de faire la lumière sur l'action réelle du Parti communiste pendant la guerre et de révéler les exactions qu'il a commises et qui, jusqu'à ce jour, ont été soigneusement occultées.

Dans le même esprit, il serait nécessaire de briser un autre mythe. Celui selon lequel le Parti communiste aurait été le parti des travailleurs, le défenseur de la classe ouvrière.

Si l'on observe les actions menées, notamment sur le plan syndical par la CGT, on peut en effet dresser un bilan beaucoup plus nuancé du travail prétendument bénéfique des communistes au profit des ouvriers français. En organisant des grèves brutales, en multipliant les sabotages, en cherchant à créer des monopoles syndicaux, en mettant systématiquement l'action syndicale au service de la lutte politique, la CGT a largement contribué à la faillite d'innombrables entreprises, au retard technologique de secteurs entiers de notre industrie et à la moindre compétitivité de notre économie. Elle a donc une part de responsabilité dans l'aggravation du chômage en France et dans la faiblesse des bas salaires. Responsabilité encore accrue par l'attitude qui fut la sienne à l'égard de l'immigration. Son refus de défendre les travailleurs français face à la main-d'œuvre étrangère a accentué les difficultés de ceux qu'elle était censée défendre. Il serait intéressant à cet égard de créer une commission d'experts économiques et sociaux qui seraient chargés d'examiner quelles ont été les conséquences concrètes pour les travailleurs français des actions perpétrées par les communistes.

Dénoncer le parti de l'étranger

En second lieu, il convient de porter enfin contre les communistes les accusations publiques auxquelles ils ont jusqu'à présent échappé. Car les communistes ont toujours agi systématiquement avec le soutien et au bénéfice de l'URSS et du monde soviétique qui étaient pourtant nos ennemis.

Faut-il rappeler, à ce propos, l'action de sabotage menée par le PC pendant la guerre d'Algérie, en particulier contre l'armée française et ses appuis logistiques ? Faut-il, de même, souligner l'engagement de beaucoup de ses militants dans les rangs des ennemis de la France ? L'affaire Boudarel, qui a défrayé la chronique, n'est à cet égard qu'un exemple révélateur mais nullement isolé. Déserteur, traître à son pays, au service du Vietminh, commissaire politique dans un camp où l'on torturait ses compatriotes, M. Boudarel a bénéficié de l'impunité et de la sollicitude de toutes les autorités, preuve du poids des marxistes dans la société française.

De même, il serait indispensable de faire la lumière sur les liens qui, dans le passé, unissaient à l'URSS le PCF, la CGT et tous les organismes marxistes. Il est de plus en plus clair que ces organisations ont bénéficié de soutiens financiers considérables accordés par l'Union soviétique et qu'elles se trouvaient placées sous sa tutelle. N'étaient-elles pas, de ce fait, des vecteurs politiques de l'étranger et, qui plus est, de l'ennemi ?

Le Parti communiste est le parti de l'étranger. Et sans doute convient-il, là encore, de réunir une commission d'enquête afin d'établir clairement la vérité sur ce sujet.

La troisième nécessité consiste à abattre les bastions actuels du marxisme, tels qu'ils existent encore actuellement au grand jour et dont les plus importants sont constitués par les collectivités territoriales que tiennent toujours les communistes. Cette tâche, c'est aux électeurs qu'il revient de l'accomplir. Bien entendu, il faudrait aussi contrôler sévèrement ces communes où se pratiquent des méthodes d'encadrement de la population qui s'apparentent à celles qui avaient cours dans les pays de l'Est. La fraude électorale, qui fut longtemps pour le PC un moyen de maintenir ses positions, doit être réprimée avec la plus grande énergie.

De la même façon, il faut mettre un terme aux privilèges dont bénéficient les syndicats marxistes. Il convient donc de briser ce monopole accordé aux syndicats prétendument représentatifs et ne plus compenser, par des subventions publiques, la chute de leurs cotisations.

Parallèlement, toutes les organisations parapolitiques qui constituent autant de relais du marxisme, tel le MRAP, ne doivent plus recevoir de subventions publiques de l'État ou des collectivités territoriales comme c'est actuellement le cas.

Éradiquer la doctrine communiste

Le combat doit également porter sur le plan strictement politique. Est-il en effet normal que les socialistes continuent à passer des accords avec les communistes et à gérer des communes ou des départements avec eux ? Quand on sait les crimes effroyables qu'ont commis de par le monde les marxistes dont les communistes sont solidaires, les socialistes ne peuvent pas ne pas rompre tout lien avec eux. Certes, le PCF n'est pas directement responsable de l'existence du goulag, mais que dirait-on si l'on avait laissé subsister en Europe des partis nazis, même non allemands ?

Ensuite, l'action contre le marxisme doit aussi s'attacher à éliminer les effets néfastes qu'il a produits dans la société. Il s'agit là d'une action plus diffuse aux points d'application innombrables. Citons, par exemple, l'enseignement où la doctrine marxiste s'est glissée insidieusement au point de faire passer pour des évidences certains de ses principes. Contrer cette influence n'est pas simple, surtout lorsqu'elle s'exerce au travers du discours des professeurs eux-mêmes, mais il est possible d'agir dans le domaine des manuels scolaires. Au nom de la neutralité de l'enseignement public, ces ouvrages doivent donc être revus afin qu'on en finisse avec les insinuations marxistes.

De même faudra-t-il revenir sur certaines lois dont le vote a été inspiré par les marxistes. C'est le cas, par exemple, de la loi Gayssot. Cette législation, qui porte le nom d'un député communiste et a été adoptée en juillet 1990 sous la pression du PC, vise à restreindre la liberté d'expression, à réglementer la vérité historique et constitue à cet égard un danger pour les libertés dans la plus pure des

Scandaleux paradoxe : alors que les Russes, qui ont eu à souffrir pendant plus de soixante-dix ans du plus odieux et du plus sanguinaire des régimes, le communisme, renversent les idoles symboles de leur asservissement (comme ici la statue de Dzerjinski, le fondateur de la sinistre Tcheka qui deviendra par la suite le Guépéou, l'ancêtre du KGB), en France on s'accommode tranquillement de la présence du dernier parti stalinien d'Europe et de ses dirigeants qui chantèrent les mérites de l'un des plus féroces tyrans de l'histoire. Mieux encore : au RPR et à l'UDF, l'adversaire n'est pas le PC, contre lequel aucune voix ne s'élève réellement, mais le Front national. Cette complicité indirecte des vieux partis libéraux avec le communisme a toujours été une constante. Giscard d'Estaing, on s'en souvient, alla même jusqu'à s'incliner sur le mausolée de Lénine. Et sans doute est-ce là une des raisons pour lesquelles la société française aura subi plus que d'autres l'empreinte marxiste. En France, il reste encore des idoles à renverser.



Le Parti communiste français, s'il ne représente plus électoralement que 7 à 8 p. cent de la population, n'en continue pas moins, par les innombrables organisations satellites qu'il contrôle dans tous les rouages de l'édifice économique, social et culturel, à imposer sa marque. C'est le cas notamment du MRAP, dont Jean-Pierre Pierre-Bloch a déclaré qu'« *il tient directement ses ordres du Parti communiste* » et Henri Hadjenberg qu'il était « *à la remorque du PCF* » et qui sert, derrière des objectifs prétendument moraux, les intérêts du mouvement communiste. L'ensemble de ces associations, largement subventionnées par l'État et les collectivités locales aux frais des contribuables, constitue un véritable carcan qui enserre la société et interdit à la France de sortir du socialisme. Il en est de cette association comme de la CGT qui bénéficie d'un privilège exorbitant et antidémocratique : le monopole de représentation de certains syndicats au premier tour des élections professionnelles.

traditions totalitaires. Cette loi, comme beaucoup de celles patronnées par les communistes au lendemain de la guerre, devrait être abrogée.

En cinquième lieu, il convient de se rappeler que la politique est aussi affaire de symboles. Les peuples de l'Est ne s'y sont pas trompés, eux dont l'une des premières initiatives a été de déboulonner les statues de Lénine ou de débaptiser Léningrad. Allons-nous, en France, être à la remorque de la Russie ou de la Lituanie ? Est-il normal que subsistent dans notre pays des places Karl-Marx, des rues Maurice-Thorez, des avenues Lénine ? Il faut débaptiser les rues auxquelles on a donné le nom de figures marxistes. Il en va de même pour les bâtiments publics, et en particulier pour les établissements scolaires. Est-il acceptable que certains lycées portent le nom de Sartre qui écrivait : « *Un régime révolutionnaire doit se débarrasser d'un certain nombre d'individus qui le menacent et je ne vois pas d'autres moyens que la mort* » ? Sans doute conviendrait-il d'adopter la même attitude à l'égard des établissements dénommés Éluard ou Aragon. Il ne s'agit évidemment pas de nier le talent poétique de ces auteurs, mais de rendre l'utilisation de leur patronyme sur le fronton des bâtiments publics aussi incongrue que l'aurait été jusqu'à présent celle du nom de Brasillach ou de Drieu La Rochelle.

Le communisme au banc d'infamie

Bien entendu, il conviendra d'adapter également à ce programme de démarxisation notre politique étrangère, laquelle devra viser à accélérer le phénomène de décommunisation au sein de l'ancien empire soviétique et dans le tiers monde. A cette fin, l'indépendance des pays qui se libèrent du joug communiste doit être rapidement et officiellement reconnue et une aide apportée à tous ceux qui ont clairement rompu avec le communisme. En revanche, ceux qui restent dans l'ambiguïté devraient être mis en observation.

Plus important encore, les pays qui n'ont pas rejeté le communisme devraient faire l'objet d'une forte pression internationale, comparable à celle qu'a subie l'Afrique du Sud pendant des décennies. Les pays qui demeurent communistes, comme la Chine, le Vietnam, la Corée du Nord, Cuba, la Serbie, devraient être isolés sur la scène internationale. Et pourquoi ne pas prendre à leur encontre des sanctions économiques du type de celles auxquelles il a déjà été recouru contre les pays placés au ban de la communauté internationale ?

L'esprit de cette action, comme de toutes celles qui précèdent, consiste à prendre la mesure de l'atrocité des crimes perpétrés par le communisme. Cent cinquante à deux cents millions de victimes. Il y a là un archipel d'horreur au moins équivalent à celui des nazis. Car les uns et les autres ont pratiqué l'extermination : dans un cas ce fut en raison d'une appartenance raciale, dans l'autre en fonction d'une appartenance sociale. Et malheur aux bourgeois, aux universitaires, aux koulaks, aux citadins, en URSS, en Chine ou au Cambodge !

Sans doute peut-on même affirmer que la barbarie communiste l'emporte sur l'horreur nazie puisqu'elle a duré bien plus longtemps et qu'elle s'est étendue sur une bien plus grande surface de la terre. Aussi convient-il de rétablir l'échelle des valeurs. S'il y a eu l'ignominie nazie, il y a eu l'infamie communiste. Et l'une doit être traitée comme l'autre. N'est-il pas en effet choquant de constater que l'on continue de s'acharner sur le nazisme qui a disparu depuis cinquante ans, alors que le communisme, qui sévissait naguère encore et se livre toujours aux mêmes crimes dans certains pays, bénéficie, lui, d'une incroyable mansuétude ?

Le communisme doit maintenant connaître le même sort que celui qui a été réservé par les Alliés au nazisme. A cet égard, un programme de démarxisation est donc justifié au même titre que les actions de dénazification menées au lendemain de la guerre. Il est inadmissible de constater que le communisme a encore pignon sur rue dans certains pays comme le nôtre par exemple.

Dans cet esprit, il est également nécessaire d'engager un grand procès international pour juger les crimes commis dans le monde par le communisme, à l'instar de ce qui a été entrepris à Nuremberg contre les nazis. Un tel tribunal permettrait d'établir la culpabilité des dirigeants communistes et de stigmatiser les crimes contre l'humanité qu'ils ont commis. Grâce à ces jugements, il serait possible de traiter le communisme comme il le mérite et de faire cesser l'imposture à la faveur de laquelle il conserve aujourd'hui encore, en France et ailleurs, une image d'honorabilité et de respectabilité.

Ainsi c'est bien la doctrine marxiste et tous ses théoriciens qui subiraient l'opprobre public qu'ils méritent. Alors, enfin, pourrait survenir la mort salutaire du socialisme. ■

JAPON Les clefs du succès

par Roger Holeindre

Les succès éclatants que le Japon remporte chaque jour sur les marchés internationaux sont pour les Occidentaux un sujet de profonde perplexité. Comment, en effet, ce pays de dimensions réduites, dépourvu de ressources énergétiques et minières, sorti anéanti du dernier conflit mondial, est-il parvenu en moins d'un demi-siècle à se hisser au premier rang des superpuissances économiques ? Les explications, il est vrai, ne manquent pas. La première tient à l'intelligence qui a toujours présidé aux choix technologiques des Japonais et qui les a incités à préférer aux industries traditionnelles les secteurs susceptibles de connaître une forte croissance. On peut invoquer aussi l'ardeur avec laquelle ils ont développé ces domaines où ils exercent désormais une véritable suprématie ; sans oublier évidemment leur incomparable vitalité intellectuelle qui les pousse sans cesse à acquérir de nouveaux savoirs.
Mais toutes ces qualités, certes incontestables, auraient-elles suffi à faire de l'Empire du Soleil-Levant le leader économique qu'il est aujourd'hui si, à l'instar de ses rivaux occidentaux, il avait tourné le dos à ses valeurs fondatrices, s'il avait cessé de croire dans la vertu du travail et le caractère sacré de la tradition, s'il avait renoncé à exalter sa patrie et son identité pour se rallier à de fumeuses thèses universalistes ?



C'est dans les années trente que le Japon devait connaître une des périodes les plus glorieuses de son histoire militaire. Après avoir conquis la Mandchourie, les Nippons poussèrent en effet leur avantage en Chine à partir de 1937, et s'emparèrent successivement de Pékin, Tien-tsin, Changhaï, Nankin. Puis, en décembre 1941, ils anéantissaient, en une victoire foudroyante, la flotte américaine basée à Pearl Harbor et devenaient ainsi les nouveaux maîtres de la mer. Grâce à l'héroïsme de ses soldats qu'animait un irrésistible esprit de conquête, le Japon venait de défaire une puissance mondiale dotée d'un potentiel militaire bien supérieur au sien. Le géant américain devait patienter quatre ans avant de mettre à genoux les fils des samouraïs. Ici, des troupes japonaises viennent de s'emparer d'un village en Chine, après de rudes combats.

Le "miracle japonais" ! C'est ainsi qu'en Occident, et plus particulièrement en France, on a coutume de qualifier l'extraordinaire réussite économique des Japonais. Comme si la suprématie nippone en ce domaine était une sorte de prodige, le fruit d'un hasard que rien ne pourrait expliquer.

De même, de prétendus experts à la solde des gouvernements qui se succèdent à la tête de notre pays s'ingénient depuis des décennies, sans doute pour complaire aux syndicats, à imputer au manque de chance nos échecs répétés sur nombre de marchés internationaux. Malchance qui serait aggravée selon eux par le fait que, si nous ne parvenons pas à exporter nos produits, c'est parce que les Japonais travaillent trop, qu'ils sont mal payés et qu'ils ne prennent pas de vacances.

Qui peut cependant croire aujourd'hui qu'une analyse aussi simpliste et erronée de la situation nous permettra de sauver nos industries de la débâcle ?

Car le "miracle japonais" est en réalité le point d'aboutissement d'une longue histoire, celle d'un peuple qui a su, au fil des siècles, forger sa personnalité et affirmer son identité.

"Un pays riche, une armée forte"

C'est à partir des IVe et Ve siècles seulement de notre ère — époque qui coïncide avec l'introduction des caractères chinois dans ce pays jusqu'alors illettré, dépourvu d'unité et de culture et en proie à d'incessantes guerres de clans — que l'on peut véritablement parler d'une histoire du Japon.

Après ce premier contact avec leur voisin chinois, les Japonais n'auront plus qu'une ambition : l'égaler, voire le dépasser. Dans ce but, ils vont littéralement piller la culture chinoise, le plus souvent sans discernement, au point que, même aujourd'hui, ce qui subsiste de l'ancien Japon et nous paraît tellement "japonais" est en réalité uniquement constitué d'emprunts à la Chine.

Promulgué en 894, un décret impérial prohibant les relations avec les pays étrangers qui n'enrichiraient pas l'identité japonaise vient cependant mettre un terme à cette frénésie d'imitation. Commence alors pour le Japon une période d'isolement total qu'il mettra à profit pour "intégrer" le fruit de ses conquêtes culturelles.

Il faudra ensuite attendre près d'un millénaire pour le voir s'ouvrir à nouveau sur le monde extérieur. C'est en effet en 1854 que le Japon consent à signer le traité de Kanagawa qui autorise, d'abord les Américains, puis d'autres puissances occidentales, à commercer avec lui.

Cette ouverture du pays aux étrangers allait cependant entraîner de profonds remous. Le shôgun, qui avait signé le fameux traité, dut finalement s'incliner devant les violentes attaques dont il était l'objet et, en 1869, la puissance impériale était rétablie sur l'ensemble de l'archipel.

Loin de marquer un retour en arrière, cette reprise en main du pouvoir et l'adoption de la constitution du Meiji, largement inspirée de la constitution monarchique allemande, contribuèrent puissamment à sortir le Japon du Moyen Age.

"Un pays riche, une armée forte", tel est le slogan mobilisateur que lance le nouveau pouvoir. Et pour forger les armes de leur jeune puissance, les Japonais vont faire appel aux Occidentaux : des instructeurs français et prussiens mettent sur pied leur armée tandis que le soin de former et d'armer la marine de guerre est confié à des Anglais. Ce sont encore des Occidentaux qui organisent leur service de renseignements, réputé l'un des meilleurs du monde.

Mais, de même que, des siècles plutôt, ils s'étaient employés à "japoniser" les emprunts faits à la Chine, les Nippons, que hantent la crainte de tomber dans la dépendance de l'Occident, vont assimiler avec une rapidité stupéfiante les technologies et les inventions venues de l'étranger, tant dans le domaine économique que militaire.

« *Attention,* lance dès cette époque un industriel clairvoyant au retour d'un voyage au Japon, *tout ce qu'ils nous empruntent devient une arme au service de leur patriotisme.* » Fidèles à la ligne de conduite qu'ils se sont fixée et animés par un inépuisable esprit de conquête, les Japonais emploient en effet tout leur génie à s'approprier et à assimiler les découvertes des autres en vue de les dépasser sur leur propre terrain.

Le grand tournant de l'histoire du Japon se situe le 27 mai 1905 : face à l'Europe médusée, la flotte nippone torpille l'armada russe devant Port-Arthur. Naguère encore mosaïque de féodalités, le Japon vient de défaire sur mer et sur terre une grande nation européenne. Les élèves sont désormais des maîtres.

Une période de prospérité s'ouvre alors pour l'Empire du Soleil-Levant. Et lorsqu'éclate la Deuxième Guerre mondiale, il se situe déjà au quatrième rang des pays exportateurs dans le monde, performance d'autant plus remarquable qu'il ne dispose, il faut le rappeler, d'aucune ressource pétrolière ou minière.

Les deux bombes atomiques lancées sur Hiroshima et Nagasaki en 1945 donnent cependant un coup d'arrêt à l'expansion économique et territoriale japonaises. Le Japon perd toutes ses possessions extérieures et doit se préparer, comme l'y exhorte l'empereur, « *à endurer l'inendurable et à supporter l'insupportable* ».

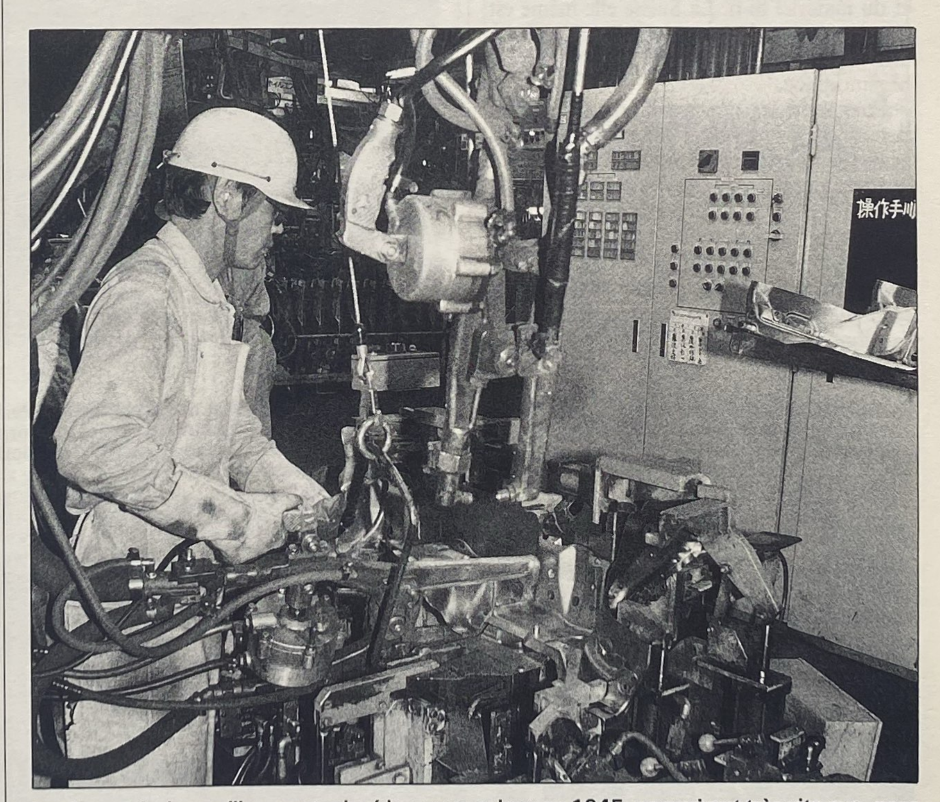
Vaincu, ruiné, meurtri, nitraté (« *Jamais au cours de l'histoire,* écrit MacArthur dans ses *Mémoires, un peuple n'a été plus écrasé que ne l'était le Japon à la fin de la guerre* »), le pays va cependant se relever. La chance, en outre, favorisera sa renaissance.

Les événements qui surviennent après la guerre en Chine puis en Corée vont en effet modifier le cours de son destin. Ainsi les Américains, qui avaient d'abord envisagé de l'amputer de son armée et de le priver de sa puissance économique, révisent leur politique : le Japon, estiment-ils, doit prendre la place de la Chine dans leur stratégie et devenir leur partenaire privilégié en Asie.

Aussi lui accordent-ils dès 1948 une importante aide financière. Et lors de la guerre de Corée, l'archipel, devenu l'indispensable base arrière du Corps expéditionnaire allié, reçoit des milliards de dollars qui vont lui permettre de refaire surface sur les plans économique, politique et militaire. Le traité de San Francisco, signé le 1er septembre 1951, viendra sceller officiellement la réconciliation entre l'Amérique et le Japon.

La montée en puissance

Revigoré par la manne américaine, l'Empire du Soleil-Levant est prêt pour la grande aventure. Et, une fois de plus, il retourne à ses racines. Ainsi les "zaibatsu", c'est-à-dire les trusts dont MacArthur avait exigé la dissolution, se reconstituent discrètement, non plus



Les Japonais, lorsqu'ils eurent relevé leur pays vaincu en 1945, comprirent très vite que, pour s'imposer sur la scène économique internationale, ils devaient laisser aux Occidentaux les secteurs de l'industrie lourde et concentrer leurs efforts sur des activités de pointe. C'est ainsi qu'ils se tournèrent d'abord vers la construction automobile, où ils occupent aujourd'hui une situation prépondérante qui ne laisse pas d'inquiéter Américains et Européens, puis vers l'électronique et enfin vers la haute technologie. Leur champ d'exploration reste cependant toujours largement ouvert et l'on sait qu'ils manifestent un intérêt grandissant pour des domaines aussi prometteurs, par exemple, que l'espace, le nucléaire et les télécommunications. Ici, un ouvrier qualifié réglant un robot chez Mazda, à Hiroshima.

comme avant la guerre autour de clans et de familles, mais à partir de banques et de grandes entreprises.

Défaits militairement et dans l'impossibilité de recréer leur force armée — la nouvelle constitution le leur interdit —, les Japonais vont transformer ce handicap en atout. Déchargés du fardeau que représente l'entretien d'un appareil militaire, ils livreront bataille sur un autre terrain, celui de l'économie, où ils remporteront victoire sur victoire.

Un exploit qu'il convient de saluer au vu de l'exiguïté du territoire japonais et de sa configuration : 337 600 kilomètres carrés répartis entre quatre grandes îles et 3 800 petites dispersées sur 3 800 kilomètres. Soit les deux tiers seulement de la France, mais avec une population de 124 millions d'individus regroupés dans les régions de plaines qui ne représentent que 29 p. cent de la surface du territoire [1]. C'est sur cette mince bande de terre que les Japonais parviennent à cultiver suffisamment de riz pour nourrir tous les habitants et même s'offrir le luxe d'avoir chaque année un léger excédent.

La stratégie globale qu'adopte alors le Japon ne tarde pas à faire ses preuves. Quelques chiffres : en 1966, son PNB dépasse les cent millions de dollars. De 1965 à 1985, sa part dans la production mondiale passe de 4 p. cent à 12 p. cent. Durant la même période, il s'assure le monopole incontesté de la fabrication de motos, d'automobiles, d'appareils photo, de téléviseurs, d'ordinateurs et du matériel hi-fi. La Suisse elle-même est supplantée dans le domaine de l'horlogerie où elle occupait jusque-là une position hégémonique.

Pour se hisser à la première place, les fils des samouraïs recourent aux méthodes qu'ils avaient employées au début de leur histoire : ils commencent par piller les revues scientifiques, puis se livrent à l'espionnage économique où ils sont désormais passés maîtres.

C'est en effet la nation toute entière, mue par un réflexe patriotique, qui s'engage dans cette guerre d'un nouveau type. D'artisanal, l'espionnage est devenu un sport national, une branche quasi officielle de l'économie nippone. Une véritable armée en civil, à laquelle même de simples touristes prêtent leur concours, se fixe alors pour mission de dérober leurs secrets technologiques aux autres nations. Mais cette fois il n'est plus question de copier servilement les procédés étrangers : il s'agit désormais d'améliorer les productions japonaises grâce aux emprunts faits en Europe et aux États-Unis et de s'assurer une leadership industriel et commercial.

Les résultats ne se font pas attendre. Entre 1977 et 1978, la production automobile japonaise passe de 8 500 000 à 9 200 000, la moitié de ces véhicules étant destinés à l'exportation.

Forte de six cent mille ouvriers et de sept cent cinquante mille agents commerciaux travaillant pour onze marques différentes et en liaison avec huit mille sociétés de sous-traitance, l'industrie automobile japonaise apparaît dès cette époque comme une véritable machine de guerre tournée vers l'Occident.

Ainsi, en 1981, les usines nippones produisent 11 800 000 automobiles contre 8 500 000 seulement pour l'ex-géant d'outre-Atlantique. Les raisons de cette performance ? Le Japon dispose de quatre-vingt-dix-huit mille chaînes de montage automatisées, alors que les États-Unis n'en comptent que vingt mille et la France cinq mille. En moyenne, un ouvrier, chez Renault, fabrique dix voitures par an, un ouvrier de Toyota cinquante-cinq !

Cette robotisation systématique n'a cependant pas créé de chômage. D'abord parce qu'elle est soigneusement planifiée, ensuite parce que la main-d'œuvre remplacée par les robots est recyclée : un grand nombre d'ouvriers sont ainsi affectés à l'entretien de ces nouvelles machines et des dizaines de milliers d'ouvriers et de cadres sont formés aux techniques du commerce moderne et du marketing international puis envoyés dans les usines implantées à l'étranger où ils assurent l'encadrement.

Les Japonais ont-ils encore en mémoire le slogan lancé en 1912 "L'Asie aux Asiatiques" ? En tout cas, force est de constater que leur souci constant d'efficacité technique s'accompagne d'un dessein géopolitique d'envergure. C'est en effet non seulement l'archipel nippon mais une grande partie de l'Asie qui bénéficient de leur exceptionnel dynamisme économique [2].

Employant la main-d'œuvre bon marché que fournissent la Corée du Sud, Taïwan et Singapour, les Japonais ont exporté leurs méthodes de travail et fait des émules : ces différents pays sous-traitent à leur tour certaines fabrications aux Philippines et en Thaïlande, donnant ainsi corps au grand projet que l'État-major impérial n'avait pu mettre en œuvre il y a près d'un demi-siècle : la "Sphère de coprospérité de la Grande Asie".

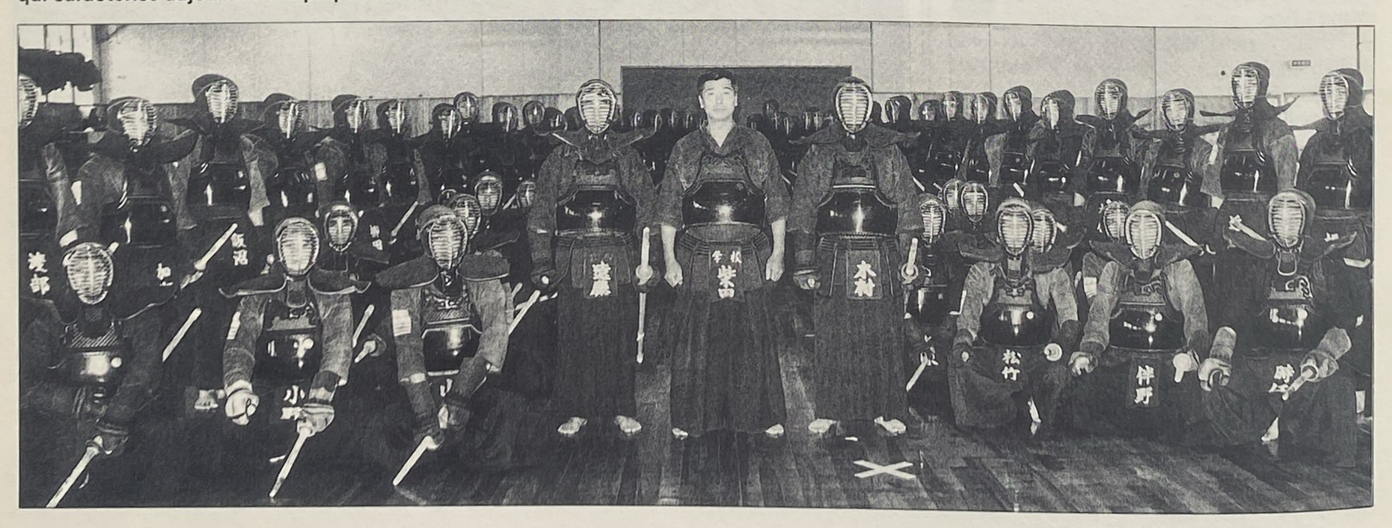
Pour revenir au domaine de l'automobile, qui n'est, semble-t-il, que la partie visible de l'iceberg, rappelons qu'en 1990, 1 200 000 voitures japonaises ont été vendues dans la seule CEE, alors que les Européens ne parvenaient à exporter au Japon que 180 000 véhicules. De quoi faire perdre des dizaines de milliers d'emplois à notre industrie automobile avant la fin du siècle.

Faut-il rappeler que les timides "accords" que les Européens tentent d'opposer à cette offensive ne freinent nullement l'ardeur nippone ? Ainsi, en Hollande par exemple, les Japonais fabriquent des Mitsubishi qui sont vendues sous la marque Volvo ; Honda procède de la même façon en Grande-Bretagne avec Rover, sans compter que Mazda et Mitsubishi vendent en Europe des véhicules qui ont été fabriqués à bas prix en Corée et en Malaisie [3].

La tradition au service de la réussite

Alors que la situation alarmante qui s'est créée dans notre pays exigerait de leur part la plus grande lucidité, ceux qui nous gouvernent continuent de se voiler la face. Leur méthode consiste à nier la réalité et à dissimuler la

L'école de la police à Tokyo. Au Japon, ces "écoles de la volonté" sont innombrables. Car, de tout temps, la société japonaise, qui honore et cultive le courage et le contrôle de soi, enseigne à ses membres une discipline sévère du corps et de l'esprit. Un entraînement qui favorise évidemment le goût de l'effort et développe chez les jeunes Japonais ce sens du sacrifice collectif tellement éloigné de l'individualisme forcené qui caractérise aujourd'hui la plupart des communautés occidentales.





6 août 1945 : les Américains lancent une bombe atomique sur Hiroshima. Bilan : 75 000 morts, 90 000 blessés. 9 août : Nagasaki, à son tour, est détruite. C'est le coup de grâce. Cinq jours plus tard, le Japon capitule. Non seulement, il perd toutes ses conquêtes, mais il doit subir l'occupation américaine. Exsangue, il panse ses plaies et, moins de cinquante ans plus tard, impose à ses vainqueurs, américains et européens, son hégémonie économique. La raison de ce "miracle", constamment invoqué par ceux qui en subissent les effets, tient principalement au fait que le Japon a su, malgré le traumatisme de la défaite, rester fidèle à ses traditions, fondées essentiellement sur le sens de l'honneur, le respect de l'héritage national et la vénération des anciens. Des valeurs qui n'ont malheureusement plus cours dans les sociétés occidentales.

vérité à leurs compatriotes. Ainsi, les a-t-on jamais entendus avouer que patrons et ouvriers japonais paient deux fois moins d'impôts que leurs homologues français ? Ou admettre que notre système scolaire produit désormais chaque année 20 p. cent d'analphabètes à l'entrée en classe de sixième et que nous n'aurions jamais dû renoncer à l'apprentissage à quatorze ans qui a formé tant de générations d'ouvriers et d'artisans compétents ?

Mais — et c'est là que réside leur plus grande lâcheté —, au lieu de reconnaître que la conscience professionnelle, le goût de l'effort et du travail bien fait sont en réalité les véritables atouts du peuple nippon, nos gouvernants préfèrent croire, ou feindre de croire, que, suivant notre exemple, les Japonais vont se syndiquer, instaurer la lutte des classes, augmenter les charges sociales de leurs entreprises, faire venir chez eux une main-d'œuvre étrangère et l'indemniser généreusement lorsqu'elle est au chômage. Bref, que les Japonais vont enfin cesser d'être des Japonais !

Alors, tandis que la veulerie de ses dirigeants vaut à la France d'être en constant recul sur le marché international, l'Allemagne, seule au sein d'un Europe en passe d'être économiquement colonisée, joue sa propre carte. Disposant, comme le Japon, d'un capitalisme national fondé sur l'homogénéité ethnique et bien décidée à tirer le meilleur parti de ses liens privilégiés avec les pays de l'Est européen, elle se prépare à faire revivre le Grand Reich version XXIe siècle.

Quant à la réussite exemplaire et unique d'un Japon sorti du Moyen Age il y a tout juste cent ans, elle ne saurait relever du simple miracle. Car c'est en réalité en eux-mêmes, c'est-à-dire dans leurs traditions, que les fils de l'Empire du Soleil-Levant puisent cette ardeur et cet esprit de conquête qu'on leur envie. Des traditions qui, comme les nôtres, se sont façonnées dans le creuset de valeurs immuables. ■

---

1. Dix p. cent des volcans en activité dans le monde se trouvent au Japon.
2. Le patronat japonais est ainsi parvenu à placer son pays au premier rang des nations industrialisées, États-Unis compris, quant au revenu par habitant.
3. Honda vend des "voitures américaines" fabriquées dans les usines qu'il a implantées aux États-Unis.

LYAUTEY
Bâtisseur d'empire

par Jacques Robichez

A Jean Vialatel

Entré dans le corps d'état-major à sa sortie de Saint-Cyr (1875), Lyautey (né en 1854) est affecté en 1880 au 2e Hussards, en Algérie, et y reste deux ans. Capitaine en 1882, il mène la vie de garnison en métropole, dans l'Est d'abord, puis à Saint-Germain-en-Laye. Promu chef d'escadrons en 1893, il est envoyé l'année suivante au Tonkin, où il sert sous les ordres de Gallieni. En 1897, il le suit à Madagascar et jusqu'en 1902 jouera un rôle capital dans la pacification de l'île. En 1902, colonel, il commande le 14e Hussards à Alençon. Non sans amertume, il croit sa carrière coloniale terminée. Mais, en 1903, il paraît le plus qualifié pour réprimer les troubles qui ont lieu aux confins algéro-marocains. Nommé général de brigade, il prend le commandement de la subdivision d'Aïn Sefra, à quatre cents kilomètres au sud d'Oran, sur la limite du désert. Il rétablit la sécurité dans le Sud oranais. En 1907, à la tête de la division d'Oran, il est responsable de toute la frontière occidentale de l'Algérie et la protège efficacement par une installation progressive dans la zone marocaine limitrophe. En décembre 1910, il est nommé à Rennes, au commandement du Xe Corps. En avril 1912 (année où il est élu à l'Académie française), il revient au Maroc, comme Résident général dans le régime du protectorat récemment accepté par le Sultan : pleins pouvoirs, militaire et civil. Hormis quelques semaines où, au début de 1917, il est ministre de la Guerre dans un cabinet Briand, il conserve son poste à Rabat jusqu'en 1925. En 1921, il a reçu le bâton de maréchal de France. C'est le sommet glorieux de sa carrière, treize années pendant lesquelles il réalise en quelque sorte le chef-d'œuvre de la colonisation française. Rentré en France, il assure, en tant que commissaire général, le succès triomphal de l'Exposition coloniale (1931). Il meurt en 1934.



« *Je me sentais né pour créer et je crée, pour commander et je commande, pour remuer les idées, des projets et des œuvres et j'en remue à la pelle pour ne pas subir une discipline passive* » écrivait Lyautey depuis Tananarive où il travaillait sous les ordres de Gallieni. « *Rien,* affirmait-il, *ne se fait qu'avec la durée. Quelle joie de se donner à une œuvre et de la voir pousser ! Quelle raison de vivre, alors qu'en France, on ne fait jamais que de l'inachevé.* » Lyautey fut en effet de la race des bâtisseurs d'empire, celle que dans toute ère socialiste on a coutume de mépriser.

Poésie d'une existence

Les grands chefs de 1914-1918, Joffre, Foch, Pétain, étaient voués, par une nécessité qui semble inéluctable, au métier militaire. Lyautey, non. Il aurait pu s'illustrer non pas aux armées, mais écrivain, industriel, orateur, artiste, ingénieur. D'ailleurs il a été tout cela. En tout cas il est poète. Homme de lecture, il s'est nourri toute sa vie de beaux vers, classiques ou modernes, ou de belles pages de prose. A Rome, quand il visite le Forum, c'est, dit-il, « *Tacite en mains* [1] ». Les hasards des voyages, les dangers des colonnes et des bivouacs ne l'empêchent jamais de prendre dans un livre, le soir venu, ce qu'il appelle « *un bain de cerveau* [2] ». Et il a souvent évoqué une toile du salon de ses parents, la copie d'un petit tableau du peintre Bronzino : « *Un jeune seigneur, vingt ans, l'épée au côté et la main sur un livre. Que de fois l'ai-je regardé,* écrit-il, *et entretenu, ce témoin charmant, grave et pensif, d'un âge disparu ! Que de fois j'ai revécu avec lui cette vie vraie, où l'on se poignardait bien au coin des rues, où la lutte était à chaque pas, mais où tous les ressorts étaient tendus, où toutes les facultés vibraient. Il a son épée ; c'était un "noble cavalier hardi et courtois", c'était un soldat, comme l'était tout seigneur,* [...] *mais il est aussi appuyé sur un livre, c'est qu'après les bons coups d'estoc, il aime à lire Dante, il a peut-être lui-même composé quelques sonnets, à coup sûr il a devisé des affaires de la République et causé de l'art avec son peintre et ses compagnons* [3]. »

Admiration confidence, où Lyautey s'identifie avec le jeune Florentin du XVIe siècle. Il a — comme lui sans doute — le goût des cristaux, de l'argenterie, des armes précieuses, des jeux de la lumière sur le cuir et l'acier. Une coquetterie, aussi, de la tenue militaire, où, par quelque détail désinvolte, il rompt volontiers avec le respect du strict uniforme. La laideur des êtres ou des choses le fait souffrir. Sa première impression du Tonkin est mauvaise : les indigènes sont laids ! Il a besoin de vivre dans un certain décor. A Paris, il recherche les réunions mondaines, ou, au moins, il ne les fuit pas, pourvu que l'esprit et le bon goût y accompagnent l'élégance. Même en campagne, sous la tente, il a soin de garder toujours, entre ses cantines et son lit de camp, quelques objets de choix, reflets poétiques de cette élégance et de ce bon goût. Un "terrain", pour lui, c'est, comme pour tout officier, les risques d'une surprise, le théâtre d'une manœuvre, mais toutes ses lettres montrent qu'il ne peut s'empêcher d'y

noter aussi les couleurs, surtout celles qu'il préfère, l'or, le rouge. Jamais trop éclatantes, jamais trop chaudes. Quand, autour de lui, on se plaint de la chaleur, il exulte : « *Hurrah ! voilà le soleil, le roi soleil, le dieu soleil*[4]. »

Et c'est une des raisons pour lesquelles, dès son premier contact avec l'Algérie, il a aimé l'Afrique d'un amour lyrique. En somme sa vie (comme celle de Barrès) est aimantée par deux pôles : la fidélité à un passé, celui de sa race, l'ouverture à un appel irrésistible, celui de l'outremer.

Aucune incompatibilité de l'un à l'autre, car ce qui le séduit chez les peuples qu'il va coloniser, c'est précisément que leurs mœurs, leurs croyances sont restées, dans une large mesure, épargnées par la modernité. Il respecte en eux la grandeur poétique du passé.

Mais le passé, pour lui, c'est d'abord la religion catholique dans laquelle il a grandi. Des scrupules intellectuels l'en ont assez vite écarté, mais il reste sensible, en poète, à la beauté de sa liturgie, alors intacte, il admire la noblesse de l'œuvre missionnaire, condamne l'abjection du régime des fiches et, sur la fin de sa vie, reviendra à la foi et à la pratique religieuse. De même, s'il est à vingt ans légitimiste, il se rallie plus tard à la République, mais sans enthousiasme et sans oublier qu'elle est souillée par son origine [5], le crime du 21 janvier 1793. La démocratie, le parlementarisme heurtent son sens aigu de la hiérarchie. En véritable aristocrate, il est près du peuple, près de ses cavaliers, près de ses paysans lorrains, mais sans flatterie, et c'est "en patron" qu'il les aime. Au cours des années, son "vieux royalisme", comme il dit lui-même, renaît de temps à autre, par exemple en 1913, quand il est reçu amicalement par ce petit-fils d'Henri IV, Alphonse XIII. Il déplore que les gens bien élevés soient de moins en moins nombreux parmi les fonctionnaires français et même parmi les officiers. Conservateur ou, mieux, réactionnaire, il le redeviendra de plus en plus après la guerre, au spectacle d'un régime dégradé, qui laisse ruiner une victoire acquise par tant de sacrifices. Il a quitté le Maroc, il se juge victime de l'injustice et de l'ingratitude. Épilogue sombre du poème où n'ont jamais manqué, par une sorte d'incessante vibration, des crises de découragement qui cessent soudain, dès que s'offre une chance d'agir. Agir, agir en chef, passion dominante jusqu'à l'extrême vieillesse. En 1934, la IIIe République est près de s'effondrer, l'Allemagne menace, cette passion de Lyautey se réveille, mais il est trop tard et ses forces l'abandonnent.

Vocation du chef

Le 15 mars 1981, la *Revue des Deux Mondes* avait publié de lui un article non signé, mais dont l'auteur fut rapidement identifié : "Le rôle social de l'officier". Il y expose une conception du commandement qu'il appliquait lui-même à la tête de son escadron du 4e Chasseurs à Saint-Germain. Texte capital pour éclairer ce que fut sa vocation de chef, capital aussi en tant que document historique. A cette époque, le service militaire universel vient d'être instauré. Tous les jeunes Français, séminaristes compris, passent désormais par la caserne. C'est la loi dite "des curés sac au dos". C'est aussi le temps où paraissent un certain nombre de romans antimilitaristes dont le plus connu fut l'objet de poursuites judiciaires, *Sous-Offs*, de Lucien Descaves (1889). Le type de l'officier oisif et arrogant, du sous-officier stupide et féroce tend à se répandre dans l'opinion. L'originalité révolutionnaire de Lyautey consiste à ne pas récuser en bloc ces accusations, mais à les reconnaître partiellement fondées, avec, bien entendu, la prudence et les réserves de style qui sont de mise à la *Revue des Deux Mondes*.

Cette prudence ne l'empêche pas d'aller loin dans des critiques qui ne pouvaient que faire sursauter ses supérieurs et ses camarades. N'écrit-il pas, en effet, que « *de leur passage dans l'armée un bien grand nombre de jeunes gens rapportent dans leur famille un sens moral diminué, le dédain de la vie simple et laborieuse, et, dans l'ordre physique, des habitudes d'intempérance et un sang vicié qu'ils transmettent* ». Ils en rapportent aussi, selon lui, un ressentiment durable contre la discipline qui leur a été imposée et, à partir de là, les ferments d'une révolte antisociale. L'armée devrait unir les Français, elle contribue à les diviser. La cause du mal doit être imputée à ses cadres qui, trop souvent, ne sont pas à la hauteur de leur mission nationale. Aux officiers les plus brillants, l'École de guerre, le service d'état-major offrent les chances d'avancement les plus favorables, « *le commandement de troupes semble un passage, une corvée à subir* » qu'il s'agit d'expédier le plus vite possible. Ceux qui sont moins ambitieux n'en sont pas moins éloignés de leurs subordonnés. « *Dans la cavalerie, par exemple, il est extrêmement bien porté de connaître beaucoup mieux ses chevaux que ses hommes. Nous pourrions citer nombre de jeunes officiers qui se piquent (et en cela il faut grandement les louer) de connaître à fond les trente-cinq chevaux dont ils ont la direction, les moindres particularités de leur nature* [...] *mais semblent tout fiers d'ajouter ensuite : "Quant à mes hommes, je ne puis retenir leurs noms, c'est un genre de mémoire qui me manque".* »

Attitude funeste, pense Lyautey, et qui dans une prochaine guerre fait craindre de nouveaux revers. Un capitaine ne doit pas seulement, selon lui, connaître ses cavaliers, il doit s'inquiéter de leurs origines, de leurs familles, de leurs projets. Il doit multiplier les occasions de leur parler, veiller à l'alimentation, à l'hygiène, à la santé, aux loisirs de tous, mettre dans leur temps de service, matériellement, quelques raisons de s'y plaire ; bref, il doit les aimer, commander avec son cœur.

Toute la carrière de Lyautey est animée par ce principe. Encore faut-il, pour l'appliquer efficacement, le don de plaire, une sorte de magnétisme qui fait que l'affection du subordonné réponde à celle du chef. Il possède ce don au suprême degré et en joue sans scrupule, on oserait presque dire en enfant gâté. Non par égoïsme ou par vanité, mais dans l'intérêt supérieur de la cause qu'il sert et contre l'ennemi commun, qui n'est pas seulement celui du champ de bataille, mais à Paris, au gouvernement, dans les bureaux, le "caporalisme", la "routine", le "règlement", ses bêtes noires. Son originalité intellectuelle ne peut supporter les pensées toutes faites. Les proverbes lui font horreur ; par dessus tout : "le mieux est l'ennemi du bien", alibi de tous les immobilismes. Gallieni, son "maître", lui a donné l'exemple des indisciplines



« *Peut-être je laisserais, ici-bas, ma trace par une œuvre féconde et durable. J'ai cru que peut-être j'allais être de ceux auxquels les hommes croient, dans les yeux duquel des milliers d'yeux cherchent l'ordre, à la voix et à la plume duquel les routes se rouvrent, des pays se repeuplent, des villages surgissent* » dira Lyautey. Au Maroc, son œuvre sera en effet prodigieuse : il tracera lui-même le plan des villes qu'il créera à Meknès, Fès, Rabat, Marrakech, un peu à l'écart des cités anciennes pour ne pas en altérer la beauté. Des ports, comme à Kenitra ou Casablanca, des hôpitaux, des voies ferrées, des écoles, des routes font du Maroc un grand chantier. Ci-dessus : Lyautey recevant le sultan du Maroc à Thorey, en Lorraine.

salutaires. Il écrit en 1912 : « *Nos administrateurs et nos officiers doivent défendre au nom du bon sens les intérêts qui leur sont confiés et non pas les combattre au nom des règlements*[6]. » Beaucoup de ses plus beaux succès, en Algérie, au Maroc, sont l'effet de cet art qu'il pratiquait mieux que personne, l'art de temporiser quand l'ordre reçu viole le bon sens, de l'interpréter à rebours si son exécution conduit à la catastrophe, bref, l'art de désobéir à bon escient.

Noblesse de la colonisation

Comme tout ce dont notre pays a lieu d'être fier, l'œuvre colonisatrice de la France est soumise aujourd'hui à une désinformation systématique, où triomphent l'ignorance, l'injustice et le mensonge. Tels qu'on connaît le ministère de la Culture et celui de l'Éducation nationale, il serait naïf d'attendre une réaction de leur part. Au moins peut-on noter que l'entreprise de dénigrement est ancienne. On la voit sévir avec plus ou moins de virulence pendant le siècle où se construit l'Empire français. Les erreurs, les fautes, les échecs sont impitoyablement soulignés. Réquisitoire constant au nom des peuples prétendus opprimés, — et qui parfois, l'indépendance recouvrée, regretteront la présence française. De notre côté, défense rare et peu écoutée. Dans son discours de réception à l'Académie française, Lyautey souligne cette névrose de culpabilité : « *C'est presque à l'insu de la métropole, en s'en défendant comme d'une œuvre à peine avouable, que les grands coloniaux ont donné à leur pays cet admirable domaine d'outremer*[7]. »



« *Ce n'est pas impunément qu'ont été lancées à travers le monde les formules du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et les idées d'émancipation et d'évolution dans le sens révolutionnaire.* » « *Il faut bien se garder de croire que les Marocains échappent ou échapperont longtemps à ce mouvement général.* » « *Nous sommes loin d'avoir affaire à des populations primitives barbares ou passives. Il n'y en a pas dans l'Afrique du Nord ayant plus de réceptivité aux nouveautés. [...] Dans ce pays déjà peuplé et appelé à surpeupler très vite, l'immigration européenne, d'ailleurs limitée par le défaut de terres vacantes, ne formera jamais qu'une infime minorité.* » « *Il est urgent de crier : ''Casse-cou !''. Au contact de l'Européen, des Algériens et des Tunisiens, soyons sûrs, je le répète, qu'il va se former très vite une jeunesse ambitieuse, se jugeant insuffisamment employée, s'éduquant elle-même, apprenant le français, et, dès qu'elle sentira sa valeur et sa force, se demandant pourquoi elle est tenue à l'écart de la gestion des affaires publiques.* » (Rapport à M. Georges Luygues, 18 nov. 1920.) Profondément respectueux des identités, et en particulier de l'identité arabe, à l'inverse de la classe politique de l'époque imbue de ses principes jacobins universalistes et niveleurs, Lyautey fut aussi un visionnaire. Ici : la levée du corps du maréchal Lyautey au château de Thorey, en Lorraine, d'où il était originaire.

Vingt ans plus tôt, dans un article signé cette fois, il avait défini, après Gallieni, le « *rôle colonial de l'armée*[8] ». Là encore, il s'écartait d'un point de vue étroitement professionnel. A ses yeux, le commandement colonial exigeait à la fois des qualités militaires et civiles. En somme, il fallait que la guerre coloniale fût le moins possible une guerre : le moins possible de violences, de destructions, de sang répandu, le moins possible de généraux ! (c'est lui qui le dira[9]). L'occupation, écrivait-il dans une formule qui rappelle Maurras, « *consiste moins en opérations militaires qu'en une organisation qui marche* », qui gagne à la façon d'une tache d'huile, ou encore, selon l'un de ses mots favoris, « *suaviter et fortiter* ». C'est pourquoi « *une expédition coloniale devrait toujours être dirigée par le chef désigné pour être le premier administrateur du pays après la conquête* ». Chacun doit sentir, du général au soldat, qu'il vivra demain sur le territoire conquis. Voué à la cohabitation, il est voué à l'entente. D'où, pendant le combat et, à plus forte raison, après le combat, une attitude de compréhension et de respect.

Une fois le pays conquis, il conviendra de disperser les soldats dans la population, de leur laisser des initiatives. Qu'ils se fassent instituteurs, jardiniers, artisans. Leur temps terminé, rentrés en France, ils en reviendront mariés (Lyautey proscrit le métissage), prêts à un établissement définitif, ils seront devenus les créateurs d'une civilisation mixte, généreuse et humaine. Plus tard (1913), Lyautey affirmera : « *Voici dix-huit ans que je pratique la guerre coloniale et j'ose dire que c'est une noble guerre, parce que seule elle fait autre chose que de laisser des ruines, mais que, au contraire, elle sème la vie*[10]. »

Dès son arrivée au Tonkin, il avait d'ailleurs compris, comme Gallieni, qu'une telle conception ne se concilie pas avec une volonté d'émancipation populaire : « *Ne froisser aucune tradition, ne changer aucune habitude, nous dire qu'il y a dans toute société une classe dirigeante, née pour diriger, sans laquelle on ne fera rien, et une classe à gouverner, mettre la classe dirigeante dans nos intérêts*[11]. » C'est la politique qu'il suit à Madagascar et surtout dans ce Maroc dont il a tant aimé et admiré l'antique grandeur. Politique qui, en dehors de toute considération intéressée, lui est naturelle, dictée par cette double exigence qui est en lui : de chef à chef mutuel respect.

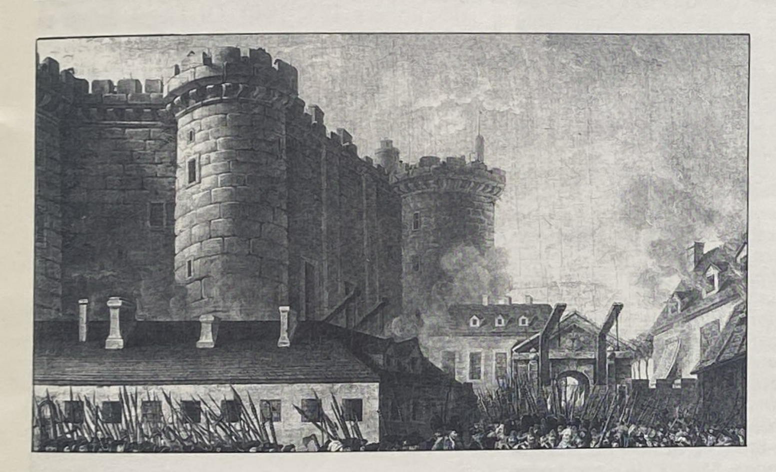
Le chapitre des conquêtes coloniales est terminé. Très mal d'ailleurs, nous le constatons tous les jours : régressions économiques, discordes tribales, famines. Faut-il en conclure qu'il n'y a plus place dans notre conscience nationale pour les leçons de Lyautey ? Certainement pas. Elles sont applicables à d'autres circonstances. Dans le titre de l'une de ses nouvelles les plus ignobles, Sartre a prétendu discréditer le mot "chef", de même qu'ailleurs il a voulu discréditer le mot "respectueux". Ce sont justement les mots — et les réalités — sur lesquels Lyautey a fondé toute son œuvre. La France de Lyautey et celle de Sartre s'opposent comme l'or et le plomb. Quand nos compatriotes en auront enfin assez de cette France de Sartre, dont nous sommes malades, nous ouvrirons les fenêtres, nous respirerons l'air nouveau et, sous le patronage de Lyautey — de quelques autres aussi —, nous reviendrons à la France de toujours. ■

N.B. Les textes cités dans cet article sont extraits de Lyautey : *Lettres de jeunesse*, Grasset, 1931 (LJ) ; *Lettres du Tonkin et de Madagascar*, 2e éd., Colin, 1921 (LTM) ; *Paroles d'action*, Colin, 1927 (PA) ; *Un Lyautey inconnu*, lettres présentées par André Le Révérend, Perrin, 1980 (LYI).

1. LJ, 52. - 2. LTM, 199. - 3. LJ, 104. - 4. LYI, 97. - 5. LYI, 339. - 6. PA, 69. - 7. Séance du 8 juillet 1920. - 8. *Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1900. - 9. LYI, 315. - 10. PA, 89. - 11. LTM, 71.

L'histoire asservie par l'idéologie

par Pierre Vial



Toutes les révolutions ont un point commun : un moment vient où elles accouchent d'un régime qui doit trouver sa légitimité dans la légende de sa fondation, une légende qui va s'efforcer d'embellir le rôle des fondateurs et de noircir celui des déchus. L'histoire de la Révolution française, comme celle de la révolution bolchevique, a subi une imprégnation idéologique, et nombreux sont les historiens ''républicains'' qui — au même titre que leurs confrères marxistes un peu plus tard — ont contribué ainsi à idéaliser les faits et à perpétuer les mythes au détriment de la vérité historique. Il est remarquable de constater que les deux événements érigés en symboles de la naissance de la République française et de celle de la révolution d'Octobre en Russie ne furent que des faits dérisoires : la prise de la Bastille (ici sur le tableau) et celle du Palais d'hiver. Dans un cas comme dans l'autre, on magnifia le rôle des révolutionnaires. A la Bastille, on le sait, lorsqu'elle fut prise d'assaut, il n'y avait plus que neuf prisonniers de droit commun, aliénés et faux-monnayeurs, et le massacre de la garnison opéré par traîtrise ne constitue pas le plus glorieux exemple de l'histoire de la République.

L'histoire, plus que toute autre discipline scientifique, échappe rarement au parti pris. Depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours, d'Hérodote à François Furet, elle aura servi de multiples causes, avouables ou non. Aussi l'étude et l'enseignement de l'histoire ont-ils été colonisés en France par nombre d'historiens et de professeurs qui se recommandaient très officiellement du marxisme et qui continuent encore aujourd'hui à donner de l'histoire une interprétation économiste et partisane, avec pour unique référence la lutte des classes, laquelle sous-estime les phénomènes identitaires et dénonce le rôle des nations au nom de l'internationalisme de classe. Il en résulte une grave amnésie collective sur les origines de la France et les racines culturelles du peuple français qui nuit à la prise de conscience du sentiment national et à la cohésion de la communauté. C'est dire si l'étude et l'enseignement de l'histoire constituent deux domaines clefs qui nécessiteront dans l'avenir une remise en ordre par l'élimination des vieux clichés marxistes.

Je suis venu à l'histoire par le marxisme. La génération qui a eu seize dix-sept ans à la libération, qui est passée tout à fait in extremis dans la Seconde Guerre mondiale, a rencontré le marxisme comme un phénomène naturel [...]. *Je ne le renie pas le moins du monde* [...]. *Le marxisme est une des références principales de mon horizon historique.* » Ainsi s'exprimait, dans *le Magazine littéraire* de mars 1986, François Furet.

L'imprégnation marxiste

Ce spécialiste de l'histoire de la Révolution française a été l'"incontournable" référence, en matière de travaux historiques, dans les milieux officiels et les allées du pouvoir, à l'occasion du bicentenaire de 1789. Bien sûr, après sa période marxiste pure et dure (il a été membre du Parti communiste de 1947 à 1956), Furet s'est reconverti dans le confortable, dans la soft-idéologie des droits de l'homme, bon chic bon genre, en créant en 1982, avec Pierre Rosanvallon et Roger Fauroux, la Fondation Saint-Simon (où se retrouvent grands industriels, hauts fonctionnaires et spécialistes de la communication), puis en dirigeant, à partir de 1984, l'Institut Raymond Aron. Mais, comme il le dit lui-même, il « *ne renie pas le moins du monde* » le marxisme.

La trajectoire de ce carriériste, sa réussite mondaine survenant après une période de militantisme communiste à la Sorbonne, éclairent ainsi trois phénomènes clefs.

Premier phénomène : l'intelligentsia libérale a été imprégnée de schémas mentaux qui découlent d'une conception marxiste de l'histoire.

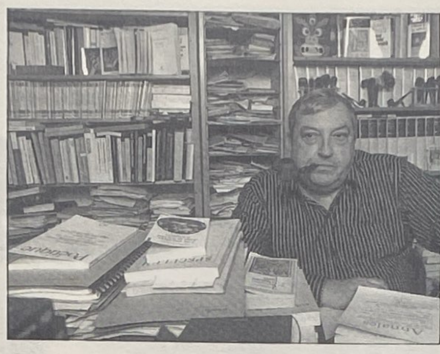
Le premier explique le second, c'est-à-dire la victoire socialiste de 1981, la vieille droite ayant été désarmée mentalement, intellectuellement, par des socialo-communistes qui avaient pris le pouvoir culturel avant, et afin, de prendre le pouvoir politique.

Enfin, cette colonisation idéologique du camp libéral par la vision marxiste de l'histoire s'explique, sur le fond, par le dénominateur commun, au plan idéologique, des socialistes et des libéraux : le primat de l'économisme. Furet est de ceux qui font, au nom de cette prestigieuse discipline scientifique qu'est, pour le grand public, l'histoire, la naturelle liaison entre des socialistes et des libéraux qui s'opposent, sur le devant de la scène, pour amuser le bon peuple mais s'accordent sur l'essentiel, à savoir ce social-libéralisme ou libéral-socialisme qui s'appelle la social-démocratie (illustrée tant par un Jacques Delors que par une Simone Veil). Dans cette perspective, l'histoire se voit assigner une fonction : apporter une caution intellectuelle à une idéologie.

Furet garde ainsi de sa formation marxiste le thème d'un mouvement ascendant de l'histoire de l'humanité vers le "progrès". Un progrès qui suppose la disparition des obstacles dressés sur son chemin — et, bien sûr, en priorité, de cet obstacle majeur qu'est la nation, le sentiment national. « *L'accent mis sur l'universalité des droits tend à miner,* se réjouit Furet, *la version historique de la nation, et même la valeur suréminente de l'idée nationale dans la vie collective.* »

On a là l'explication de l'analyse historique que fait Furet lorsqu'il distingue, dans son interprétation de la Révolution française, deux époques : celle de la "bonne Révolution" de 1789, marquée par le thème, cosmopolite, des droits de l'homme, et celle de la "mauvaise Révolution" de 1792-1793, marquée par le thème, nationaliste celui-là, de la patrie en danger. La vision marxiste d'une histoire marchant vers l'internationalisme est relayée par une version qui — alors même qu'elle est mise en avant au nom d'un rejet du marxisme ! — en est, en réalité, proche parente. Rien de plus significatif, à cet égard, que la position d'un Bernard-Henri Lévy : « *Il y a de bonnes sorties du marxisme. Et il y a de mauvaises sorties. Toute la tâche des intellectuels sera bien sûr d'indiquer la moins mauvaise des voies. Pour aller très vite, vous avez d'un côté l'option populiste (ou nationaliste) qui devient de plus en plus présente. Vous avez en face l'option universaliste démocrate* [1]. »

On comprend, du coup, que nombre de manuels scolaires d'histoire continuent à véhiculer la vulgate marxiste, comme au plus beau temps où, pour être bien vu à l'Université, il fallait réciter le catéchisme marxiste. Simplement, aujourd'hui, il y a adaptation du message marxiste, sous la forme diluée, "acceptable", du messianisme des droits de l'homme. Ce qui est d'autant plus pernicieux que de jeunes élèves — et même de moins jeunes — subissent ainsi un conditionnement mental sans disposer des éléments, du contre-poison, leur permettant de résister et de se protéger. Alors même que, tant à l'échelle européenne que française, le marxisme est en pleine déroute politique, il peut encore provoquer de considérables dégâts au plan intellectuel, en inspirant un conformisme fondé sur quelques clichés bien sommaires, indéfiniment répétés. Par exemple, que l'exploitation de l'homme par l'homme, le rapport exploiteurs-exploités passe aujourd'hui par le rapport autochtones-immigrés. Double avantage : on suscite un sentiment de culpabilité chez les indigènes français pour les désarmer moralement, et on mise sur un néo-prolétariat, composé d'immigrés, pour se constituer une nouvelle clientèle politique et pouvoir ainsi, en lui donnant le droit de vote, s'accrocher au pouvoir.



Jacques Le Goff, codirecteur des *Annales*, revue d'inspiration marxiste fondée par Marc Bloch et Lucien Febvre et qui fut le creuset de l'école historique française. En substituant l'histoire économique et sociale à l'histoire événementielle, et même si elle renouvela incontestablement l'approche historique, elle tomba d'un excès dans l'autre en raison des partis pris de certains de ses chercheurs et du réductionnisme économique à couleur marxiste qui la caractérisait. Aujourd'hui, Jacques Le Goff ne reconnaît-il pas qu'il fut « *de ceux qui voyaient en Fidel Castro un des symboles de la lutte pour l'indépendance et la liberté* » (*le Monde*, 04/02/92) ? C'est en raison d'a priori de ce type que les manuels d'histoire saluaient Staline et le goulag : « *En 1950,* rappelle *le Figaro* (31/09 et 01/10/91), *l'Union soviétique ne figurait pas au chapitre "Les régimes totalitaires" de* l'Époque contemporaine, *livre d'histoire destiné aux élèves de terminales et publié chez Masson. En 1963, en pleine "guerre froide", les éditions Bordas décrivant les purges staliniennes notaient sans sourciller dans* le Monde contemporain, *manuel de référence des futurs bacheliers : "*[...] *les purges demeurent un acte superficiel qui impressionne plus l'opinion occidentale que l'opinion russe". Mieux encore : selon ce même ouvrage, les camps de rééducation "qui ont regroupé jusqu'à dix millions de personnes* [...] *ont fourni la main-d'œuvre sans laquelle l'URSS n'aurait pas pu transformer son économie.* » Dans l'édition Bordas de 1963, note encore *le Figaro*, on peut lire : « *L'action de Staline n'a pas été inefficace* ». Mieux : le « *petit père des peuples* » a « *contribué à augmenter l'autorité du pouvoir en URSS* [...] » *(sic).*

Son échec patent, sur tous les plans, lui ayant donné un coup de vieux, le marxisme ne peut plus faire du triomphalisme, comme c'était le cas dans les décennies d'après guerre. Il doit désormais s'avancer masqué, banalisé. Là est le vrai danger : à la manière de M. Jourdain, de nombreux élèves formés — disons plutôt déformés — par un enseignement partisan, orienté, font du marxisme sans le savoir. Et deviendront ainsi des hommes et des femmes tels que le système marchand les aime, c'est-à-dire des êtres réduits à la seule fonction de producteurs-consommateurs, prisonniers d'un univers mental purement matérialiste.

Le matérialisme historique

En prenant l'histoire comme vecteur privilégié de leur message, les marxistes suivent la trace de leur prophète-fondateur. Celui-ci a mis en effet au centre de son système le matérialisme historique. On sait que Marx a été, pendant ses années de formation, imprégné par la philosophie de Hegel qui était le système de pensée dominant dans l'Allemagne des années 1830-1840. Or Hegel définit sa "philosophie de l'esprit" comme la mise en évidence de la prise de conscience de l'esprit à travers l'histoire universelle. Il envisage



L'abbé Grégoire fut l'homme pour qui l'assassinat de Louis XVI n'était rien d'autre que « *la destruction d'une bête féroce, la cessation d'une peste, la mort d'un roi, qui pour l'humanité sont des motifs d'allégresse.* ». Successivement réfractaire à l'apostasie imposée par la jeune République, jureur et témoin complaisant de la Terreur et du génocide vendéen, sénateur, comte d'Empire et pensionné de la Restauration, l'abbé Grégoire était de la race de ceux qui ont à la fois les reins solides et l'échine souple. Sa panthéonisation par François Mitterrand à l'occasion des fêtes du Bicentenaire en 1989 relève de la perpétuation de la légende révolutionnaire et de la falsification de l'histoire. Annie Kriegel déclarera à ce propos au *Figaro* (12/12/89) : « *Si en effet le petit clan nanti de ceux que le politologue Pierre Birnbaum caractérise comme des "juifs d'État" est enclin à honorer au premier rang les mérites de l'abbé Grégoire, auquel ils rendent grâce de leur accession au statut de citoyens pleinement favorisés, par contre les juifs fidèles à la loi religieuse sont plus sensibles, comme le sont de leur côté les catholiques, aux pogroms et aux persécutions qui, dans les années 93 et 94 de la Terreur révolutionnaire, ont profané les temples et destitué les rabbins, notamment dans les campagnes de l'Est de la France.* » Il y a en effet des profanations sur lesquelles on fait le silence, d'autres que l'on exploite à bon escient : on l'a vu avec l'affaire de Carpentras. Dans ces cas-là, c'est l'idéologie qui commande à l'histoire.

l'histoire dans une perspective téléologique : « *Nous devons chercher dans l'histoire un but universel, le but final du monde.* » L'évolution de l'esprit va dans le sens d'un progrès et la raison se dirige vers une fin ultime : « *L'aspect changeant que revêt l'esprit est essentiellement un progrès* » (*la Raison dans l'histoire*). En somme, l'histoire universelle correspond à un processus lent, obscur, douloureux, par lequel l'humanité passe de l'inconscient au conscient.

Alors même qu'il prend ses distances avec Hegel en écrivant, en 1843, sa *Critique de la philosophie du droit de Hegel*, Marx reprend à son compte le thème d'un mécanisme clef de l'histoire qui lui donne sens et finalité. Mais c'est, pour lui, l'évolution de l'infrastructure économique d'une société qui conditionne tout : les forces productives et les rapports de production sont la « *base concrète* » sur laquelle « *s'élève une superstructure juridique et politique, à laquelle correspondent des formes de conscience sociale* ». Autrement dit, « *le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie sociale, politique et intellectuel en général* » (préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, 1859).

Marx voit l'histoire comme une succession de différents types de société, chacun caractérisé par les modes de production qui lui sont propres : « *A grands traits, les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne peuvent être qualifiés d'époques progressives.* » Et il définit chaque mode de production par les rapports de production qui le sous-tendent. Ainsi, « *le mode de production capitaliste ne se produit que là où le détenteur des moyens de production et de subsistance rencontre sur le marché le travailleur libre qui vient y vendre sa force de travail ; et cette unique condition historique recèle tout le monde nouveau* ».

L'histoire étant rythmée par des étapes correspondant, chacune, à un type de rapports de production, avec une évolution ascendante, a donc un sens, une finalité : « *Les rapports de production bourgeois*, écrit Marx, *sont la dernière forme contradictoire du processus de production sociale* [...]. *Avec cette formation sociale s'achève donc la préhistoire de la société humaine.* »

Cette "préhistoire" aura servi à préparer la naissance du monde communiste. Au terme d'une longue évolution multimillénaire, marquée par de douloureuses contradictions, l'histoire accouchera d'une société idéale, toute de paix fraternelle et d'abondance. Raymond Aron a fait remarquer, à juste titre, qu'on est là en présence d'un prophétisme qui s'inscrit, en réalité, dans la logique eschatologique du monothéisme qu'il prétend supplanter. Le nouveau messie qu'est le prolétariat annonce la bonne nouvelle de ce paradis que sera la société sans classes. Aron n'a pas hésité à voir en une telle doctrine un nouvel « *opium du peuple* ».

Certains auteurs ont voulu laver Marx de l'accusation de déterminisme en assurant qu'il évite d'y tomber grâce à l'introduction, dans son analyse, du concept de *praxis* (pratique sociale). Mais, en lisant Marx, on voit bien que le matérialisme historique



Les historiens marxistes, au même titre que les historiens républicains, marqués par la logique de la rupture avec le passé que suppose toute révolution, ont bien souvent travesti et enlaidi l'image des régimes déchus, sans doute aussi pour mieux dissimuler les excès et les crimes commis au nom du régime naissant et pour mieux asseoir sa légitimité. Ainsi offrait-on dans les écoles la caricature d'une monarchie insouciante et dispendieuse. Nombreux sont aujourd'hui les historiens qui ont renoncé à ces clichés pour rétablir la vérité, tel Jean Chalon, auteur d'une excellente biographie de la reine Marie-Antoinette (éd. Perrin) qui rend justice à l'épouse de Louis XVI dont le courage ne devait pas se démentir jusqu'au jour de son supplice, le 16 octobre 1793.

postule, inévitablement, un déterminisme social : « *Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent dans des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté* » (préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, I, 4-5). On ne saurait être plus clair.

Le caractère dogmatique du marxisme allait donner naissance, pendant la période stalinienne, à une histoire officielle qui a quelque chose de caricatural : le moteur de l'histoire étant la lutte des classes, toute interprétation historique doit obligatoirement passer par cette grille. Ironie : par rapport à ce schéma, la notion même de marxisme-léninisme contient, par définition, une contradiction interne, puisque Lénine fait reposer la prise du pouvoir sur l'action d'une minorité décidée, d'une élite politique consciente et organisée (le Parti) et non sur le libre jeu d'une évolution fatale du capitalisme (celui-ci devant provoquer, selon Marx, par ses contradictions internes, sa propre disparition !).

L'histoire fabriquée et enseignée dans le système stalinien déforme les faits en fonction des besoins de l'heure : l'historiographie soviétique reconstruit le passé par rapport au présent. Les éditions successives de la très officielle *Histoire du Parti communiste de l'URSS* subissent retouches sur retouches, les événements étant systématiquement revus et corrigés, des personnages escamotés (ce passage à la trappe correspondant aux purges successives qui éliminent les déviationnistes ou supposés tels).

La condamnation de Staline par Khrouchtchev, après le XXe Congrès, ne libère pas pour autant l'histoire en URSS. Un silence pudique entoure tout ce qui a trait aux atrocités de la collectivisation forcée, aux déportations massives, aux exécutions en chaîne. Le Parti communiste restant omniscient, par définition, il est hors de question de procéder à une révision de l'histoire qui ferait supposer — sacrilège — que le Parti ait pu se tromper... Cette histoire stérilisée, détruite par le dogme, reste en place sous Brejnev.

Marxisme et "histoire nouvelle"

On est aujourd'hui évidemment effaré en constatant qu'une telle déformation — on peut même parler de destruction pure et simple — de l'histoire n'ait pas empêché de jeunes historiens français, de talent, d'être fascinés par le marxisme. François Furet, dont nous avons vu l'itinéraire, faisait en effet partie de cette génération qui semblait devoir donner au Parti communiste, à la fin des



– Eh! bien monsieur, et mes trois termes ..... vous me direz toujours que vos meubles en répondent ! ....

La subversion, dont l'objectif est de saper les bases d'une société en rendant odieux ou ridicules ses éléments structurels, montre une remarquable constance dans le choix des méthodes pour atteindre son but. Ainsi, au XVIIIe siècle, les révolutionnaires français recoururent certes à la violence et à la terreur pour provoquer la chute de la royauté mais en les accompagnant de campagnes de dénigrement et de calomnie particulièrement efficaces : on caricatura la monarchie et on la traîna dans la boue, préparant ainsi l'opinion à accepter l'assassinat du couple royal, et la religion fut vilipendée au point que la "mort de Dieu" tant souhaitée par les zélateurs de la déesse Raison parut possible. Bien des manuels scolaires continuent d'ailleurs de diffuser cette image déformée de notre passé. Au siècle suivant, toujours pour attiser le feu sacré de la lutte des classes, ce fut la bourgeoisie qui devint la cible des caricaturistes, des chansonniers, paroliers, etc. Une entreprise durable, puisqu'on chantait encore il n'y a pas si longtemps : « *Les bourgeois, c'est comme les cochons...* » Aujourd'hui, ce sont les Français attachés à leur identité que les épigones de Saint-Just reconvertis dans l'humanitarisme tentent de déconsidérer et de culpabiliser en les traitant par exemple de "franchouillards" et de "frileux". L'histoire se fera-t-elle une fois encore l'écho de telles calomnies ? (Ci-dessus : gravure de Daumier.)

années quarante, des cadres intellectuels de haut niveau. Citons, entre autres, Emmanuel Leroy-Ladurie, Annie Kriegel, Maurice Agulhon, Denis Richet, Jacques Ozouf, Alain Besançon, etc.

Pendant plus de vingt ans, le ton fut donné, dans le microcosme universitaire, par des enseignants qui professaient ouvertement le marxisme ou en étaient, quelquefois même inconsciemment, imbibés : « *Toute l'histoire économique, qui s'est édifiée en France entre 1945 et 1965, est marquée simultanément par l'esprit des* Annales *et par un "marxisme diffus"* [...]. *Les concepts centraux du marxisme (tout particulièrement ceux de "mode de production" et d'"idéologie") sont utilisés implicitement dans de grands livres récents, même si la terminologie classique du marxisme n'y est pas adoptée et même si l'on s'y garde de toute référence explicite au matérialisme dialectique*[2]. » Guy Bois, historien marxiste, constate avec quelque triomphalisme combien le marxisme a pénétré l'historiographie contemporaine : « *Son influence s'étend bien au-delà des historiens dits "marxistes" ou se prétendant tels. Par de multiples voies, il a imprégné la production historique, spécialement en France*[3]. »

Guy Bois n'hésite d'ailleurs pas à affirmer que l'histoire nouvelle (cette étiquette racoleuse recouvrant une entreprise de médiatisation et d'autopromotion conduite par des historiens de l'école des *Annales*[4]) développe des thèses issues du marxisme. C'est là un débat important puisque, au-delà de son caractère publicitaire destiné à susciter de gros tirages en librairie, la nouvelle histoire a apporté un renouvellement méthodologique certain en élargissant le champ de l'historien à des domaines nouveaux, par exemple les mentalités. En utilisant les apports de la démographie, de l'ethnologie, de l'économie, etc., pour constituer un champ véritablement interdisciplinaire. De plus, l'introduction du "quantitatif", du "sériel", de la "longue durée", a apporté des outils analytiques incontestablement précieux pour renouveler, élargir les grilles d'interprétation dont dispose l'historien. Avec, cependant, une grave ambiguïté, et un danger : la place donnée au quantitatif peut devenir telle chez certains auteurs qu'elle en devient "monopolistique" (pour utiliser un terme classique du vocabulaire marxiste !). Il y a alors un grave dérapage. Dont se réjouissent les historiens marxistes, comme Guy Bois, qui entendent bien tirer la couverture à eux en assurant que les thèses centrales et les caractères majeurs de l'histoire nouvelle sont en germe dans le marxisme.

Cette revendication en paternité peut paraître d'autant plus crédible que les pionniers de l'école des *Annales*, puis leurs fils spirituels de la "nouvelle histoire" ont pu sembler donner des arguments à cette thèse. On trouve effectivement l'influence implicite de Marx chez un Marc Bloch. Le marxiste Pierre Vilar est, lui, catégorique : le principal mérite de Bloch et de Lucien Febvre, les pères fondateurs de cette école des *Annales* qui devait imposer son hégémonie sur la corporation des historiens de l'après-guerre, c'est d'avoir su revenir à certains enseignements majeurs de Marx. Labrousse, Braudel, Le Goff ont fait effectivement allégeance, à l'occasion, en disant leur dette à l'égard du marxisme.

Mais il ne faut pas en tirer, comme le font les historiens marxistes, des conclusions abusives : la "nouvelle histoire" n'est pas, ne veut pas être, ne peut pas être marxiste. Car, si elle étudie les variations dans le long terme, en dépassant l'événementiel, elle s'interdit toute conception globale de l'histoire et, par conséquent, l'a priori qui voudrait que tous les éléments d'une société eussent une évolution homogène. Les "nouveaux historiens", dont certains ont flirté — pour ne pas dire plus — avec le marxisme, se méfient aujourd'hui de ces systématisations réductrices, de ces déterminismes, de ces unilatéralismes dont le marxisme est la plus exemplaire illustration : tout au contraire, « *ils aiment les explications plurielles, les interrelations dialectiques entre les diverses instances du réel, la mise à jour des multiples codes qui régissent la vie sociale* [...][5]. »

Une tentation surmontée

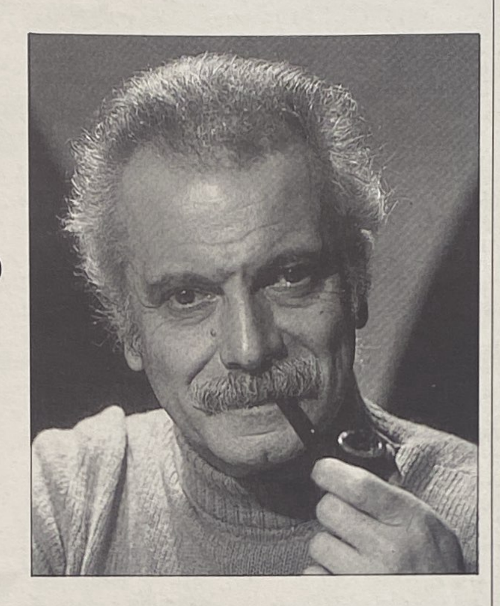
Un bon exemple de la tentation marxiste subie par un grand historien — mais aussi, et surtout, de la façon dont il s'en est libéré — est fourni par Georges Duby. L'exemple est d'autant plus probant que Duby est l'un des maîtres, incontestablement, de l'histoire médiévale et que son œuvre, très novatrice, fait référence au plan international[6].

Duby, au début des années soixante-dix, était fortement influencé par le marxisme. Il reconnaît, en parlant d'un livre publié en 1973 :

(suite page 34)

Brassens

Ni anar ni de droite. Juste français



Il y a presque dix ans, Georges Brassens nous quittait. Avec lui, tous perdaient le poète incomparable et chacun laissait l'ami au bord du chemin. Celui qui, des années durant, nous accompagna de ses chansons, tour à tour rieuses et mélancoliques, un jour chastes, l'autre gaillardes.

De lui on disait ce qu'on dit quand on ne sait pas. A savoir qu'il était un "anar de droite". L'"anar", selon le Petit Robert, est une « *personne qui rejette toute autorité, toute règle* ». Le terme "de droite", selon le même ouvrage, s'appliquant soit aux "conservateurs", soit aux "réactionnaires".

Tel serait fait l'anar de droite. Soit de pas grand-chose.

Il est vrai qu'elle est interminable, la cohorte de ces anarchistes feux follets. Une anonyme pétaudière dans laquelle on jette en désordre, le plus souvent à leur corps défendant, un Michel Audiard, un Roger Nimier. Un Thierry Ardisson ou un Éric Neuhoff. Soit, respectivement : un prosateur de génie, un faux dandy, mais authentique faiseur. Un gentil histrion et le si élégant démarcheur de chaussures anglaises du *Figaro Magazine*.

Oublions alors Robert et allons voir du côté de chez Larousse : « *Brassens (Georges), chanteur français, né à Sète en 1921. Auteur de chansons poétiques, pleines de verve et de non-conformisme.* »

Brassens, chanteur français donc. Ni anar ni de droite, Français anticonformiste, voilà tout. Mais de la plus belle race, celle des hommes qui préfèrent la droiture à la droite. « *Droiture*, pour en revenir à l'irremplaçable Petit Robert, *signifie franchise, honnêteté, loyauté, probité, rectitude, sincérité.* »

Un point de vue que semble partager l'écrivain Pierre Monnier qui n'hésite pas à faire le parallèle entre Céline, l'homme de la NRF, et Brassens, celui de Bobino. En effet, l'un comme l'autre partagent ce « *même amour de la vie dans ses manifestations les plus humbles, la même sensibilité, la même sympathie des petites gens, le même sens de la dignité cachée, de la vraie grandeur enfouie, la même indulgence camouflée, la même indifférence à certaines valeurs surfaites et le même attachement à d'autres plus simples, les sabots d'Hélène et la tendresse de Molly* ».

Et Pierre Monnier ajoute, dans *Ferdinand furieux* : « *Céline et Brassens ne se sont jamais rencontrés. On peut supposer qu'ils auraient eu des goûts et des dégoûts communs. A coup sûr une même passion de la langue française, dans sa branche "mâle et débridée", comme l'avait écrit Léon Daudet à la parution de* Voyage au bout de la nuit. »

Céline, celui qu'on classait aussi parmi les anars de droite...

Poète et musicien

Brassens, à la longue, ça devient sot de le dire, incarnait la perfection de la langue française. Une langue simple, sans artifice ni affectation. Une langue de poète, dirait-on, si le mot n'avait pas été autant galvaudé. « *Un poète pourtant*, prétendait Charles Aznavour. *Un bonhomme à part, qui n'est pas dans le métier.* » Un poète encore, pour Claude Nougaro, « *mais de la Pléiade* ».

On l'oublie trop souvent, mais, avec sa mort, nous perdîmes tant le versificateur que le musicien. En effet, certains ne faisant pas forcément la différence entre une clef de sol et une clé à molette trouvaient judicieux de railler ses mélodies, les tenant pour pauvres et monotones.

Ce n'était certes pas l'avis de Jacques Brel, un autre cher disparu : « *Très souvent, j'ai entendu des imbéciles dire que Brassens était lassant parce qu'il n'y avait pas de musique dans ses chansons. Sidney Bechet a enregistré* la Cane de Jeanne *[...]. Qu'on ne vienne pas me dire que Bechet a interprété ça pour le texte ! Mes chansons ont besoin de mon corps, d'un support. Les siennes se suffisaient à elles-mêmes.* »

Voilà pour l'artiste, immense. Quid du politique ? Pas anar de droite, le fait est entendu. Anar de gauche alors ? Ou "de gauche" tout court ? La question pourrait fort bien rester sans suite, le fait que les bateleurs se prennent aujourd'hui pour l'ultime recours d'une République finissante étant chose récente. Et, comme bien souvent, la réponse est ailleurs. Si Georges Brassens ne faisait pas de politique, sa vision du monde était pourtant éloquente.

Parce qu'il préférait les hommes à cet Homme avec un grand H dont nous parlent ceux qui pensent, à l'instar de Montesquieu, qu'aimer l'humanité dispense d'aimer son voisin, rendant « *gloire à qui n'ayant pas d'idéal sacro-saint se borne à ne pas trop emmerder ses voisins* ».

Parce qu'il préférait ses amis à ceux qui ne l'étaient pas, la France à une hypothétique nation fondée sur un droit international qui ne l'est pas moins et regrettait finalement le temps où « *les Gaulois de bon aloi du franc parler suivaient la loi* ».

Ce qui est plus sûr encore, c'est que Georges Brassens n'aimait pas notre monde où règne la loi de la multitude et de la médiocrité, lui qui croyait que « *sitôt qu'on est plus de quatre, on est une bande de cons* ». La dictature du nombre et de la masse informe, ultime mensonge qu'il abhorrait plus que quiconque. Un mensonge « *qu'il faisait battre en retraite dès qu'il paraissait* », se rappelle son ami écrivain Louis Nucera.

Et ce dernier de conclure : « *Puisque de tels hommes respirent le même air que nous, tout n'est pas fichu.* » Ne doutons pas que, même mort, il le respire encore.

De plus haut, tout simplement. Là où il a toujours aspiré à être.

Nicolas Gauthier

Petite bibliothèque Brassens : *Brassens*, par René Fallet, éd. Denoël / *Brassens, le petit père*, par Pol Vandromme, Revue célinienne / *Georges Brassens, un poète*, Gallimard / *Brassens*, par André Sallée, préface de Maxime Le Forestier, éd. Solar / *Georges Brassens, ou la chanson d'abord*, par Jacques Vassal, éd. Albin Michel / *Georges Brassens libertaire*, par Marc Wilmet. Éperonniers / *Auprès de son arbre*, par André Tillieu, Presses Pocket.

identité

Comité de patronage

Michel Algrin : avocat à la Cour, docteur d'État en droit et sciences politiques.
Bernard Antony : directeur du centre Charlier, délégué national à la formation du Front national.
Philippe Bourcier de Carbon : ancien élève de l'École polytechnique, démographe.
Max Cabantous : maître de conférences à l'université de Montpellier.
André Giresse : ancien magistrat, ancien élève de l'École nationale de la France d'Outre-Mer.
Bruno Gollnisch : docteur en droit, diplômé de l'École des langues orientales, professeur à l'université de Lyon III, ancien doyen de la Faculté des langues de Lyon.
Pierre Gourinard : docteur ès lettres, chargé d'enseignement à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.
Jean Haudry : professeur de linguistique à l'université de Lyon III, directeur du Centre de recherches indo-européennes.
Jean Lamarque : professeur à la Faculté de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris.
Jean-Claude Martinez : agrégé de droit et de sciences politiques, professeur à Paris II.
Pierre Milloz : ancien élève de l'ENA, docteur en droit, écrivain, double lauréat de l'Institut.
Jules Monnerot : écrivain, sociologue et politologue.
Claude Moreau : ancien élève de l'École polytechnique, chef d'entreprise.
Jean Picard : physicien, docteur ès sciences.
Abel Poitrineau : professeur d'histoire économique à l'université de Clermont-Ferrand.
Claude Polin : professeur de philosophie politique à la Sorbonne, directeur du Centre de prospective sociale et politique.
Pierre Richard : ancien élève de l'ENA, conseiller honoraire à la Cour des comptes.
Jacques Robichez : professeur honoraire à la Sorbonne.
Norbert Roby : docteur ès sciences, ancien professeur à l'université de Montpellier.
Claude Rousseau : maître de conférences (philosophie politique) à la Sorbonne.
Pierre Routhier : géologue, spécialiste des gisements minéraux, ancien directeur de recherches au CNRS.
Jean Varenne : docteur ès lettres, professeur émérite de civilisation indienne à l'université de Lyon III.
Pierre Vial : maître de conférences à l'université de Lyon III.

•

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Bruno Mégret
DIRECTEUR DÉLÉGUÉ
Jean-François Jalkh
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Claude Bardet
RÉDACTEURS EN CHEF ADJOINTS
Régis Constans, Hervé Morvan
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Déline Certier
RÉDACTION
Pierre Durand, Pierre Milloz, Pierre Sergent, Georges-Paul Wagner, Pierre de Meuse, Didier Lefranc, Bruno Chossat, Grégoire Legrand, Pascal Gannat, Jean de Bauvière, Aramis.
DIRECTION ARTISTIQUE
Franck Marest
IMPRESSION
Qualit'Offset - 94100 Saint-Maur-des-Fossés
CRÉDIT PHOTOGRAPHIQUE
Couverture : Gamma.
Gamma, Sygma, Giraudon, Roger-Viollet, Keystone, les Temps de la presse, ph. Franck Landouch.
Caricature de Minos.

IDENTITÉ
8, rue du Général-Clergerie - 75116 Paris
Tél. (1) 47 27 56 66 - Fax (1) 47 55 06 38
N° de commission paritaire : AS71225

(suite de la page 32)

« *L'architecture de* Guerriers et Paysans *repose presque entièrement sur les concepts de classe et de rapport de production. J'y use, par exemple, d'un modèle, celui de la lutte des classes, que Marx a forgé en observant la société de son temps*[7]. » Cette expérience a démontré à Duby les risques d'une telle démarche, qui est apparue peu pertinente, et il a su en tirer profit : « *Parce que ce transfert révélait des discordances et l'inadéquation du modèle, il me fit percevoir plus clairement les caractères originaux et les mécanismes de la seigneurie.* »

La grille de lecture qu'implique le dogmatisme marxiste conduit l'historien à une impasse, car le marxisme est, fondamentalement, un réductionnisme. Et Duby récuse tout réductionnisme : « *J'affirme [...] ne pas croire [...] que l'on puisse distinguer "en dernière instance" le plus déterminant des facteurs dont procède l'évolution des sociétés humaines.* »

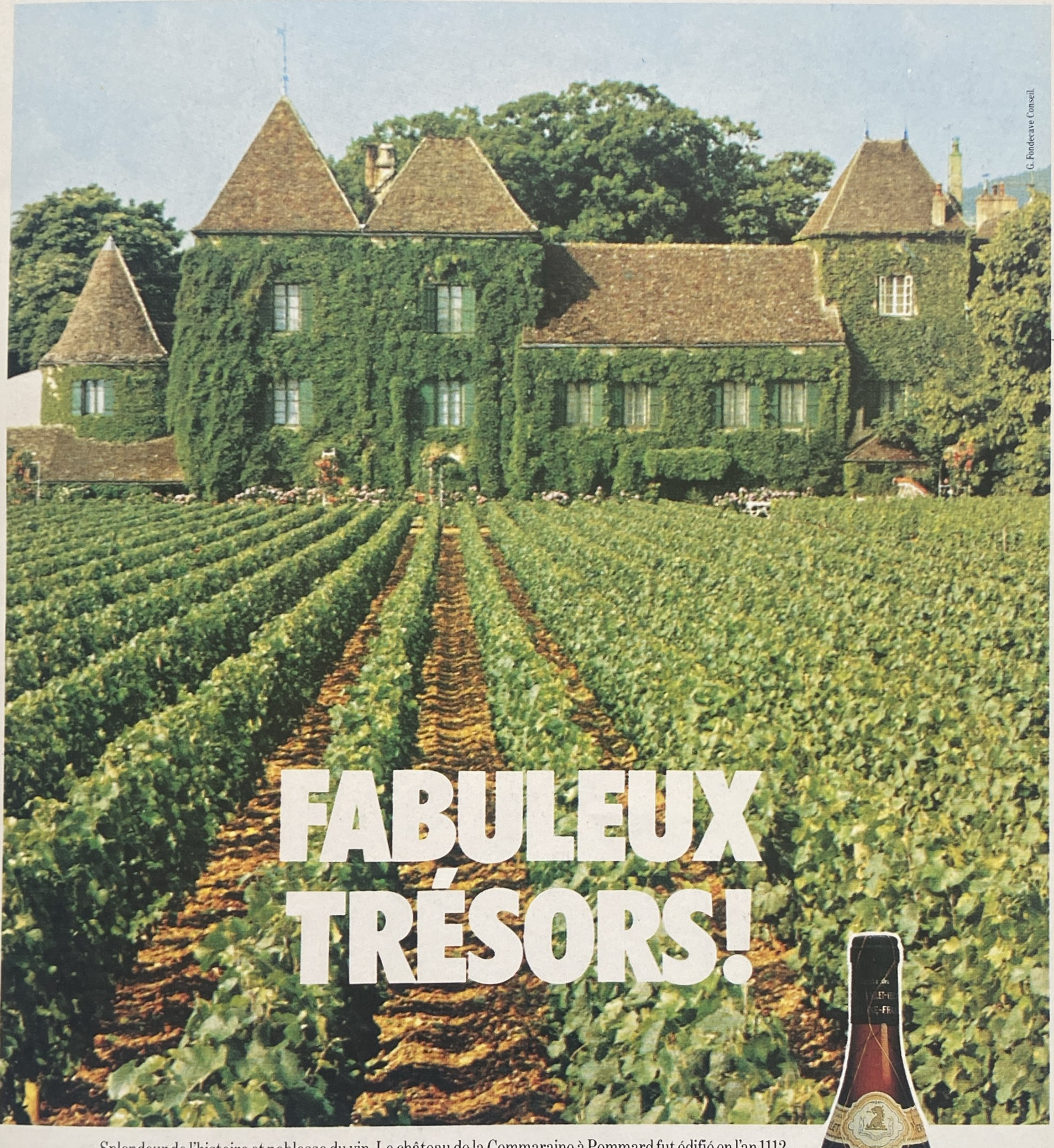
Les mentalités ne constituent, dans l'optique marxiste, qu'une superstructure. Or le rôle des mentalités dans l'évolution, en profondeur et sur le long terme, des sociétés est un des acquis de l'historiographie récente qu'il faut porter au crédit de cette école historique dont Duby est l'un des plus prestigieux représentants. C'est là une belle démonstration de la faillite du marxisme en tant qu'outil de travail scientifique appliqué à la recherche historique.

Au plan intellectuel, la marxisation de l'histoire est donc un échec. Mais — paradoxe — le marxisme continue à être diffusé, explicitement ou implicitement, dans le cadre de l'enseignement secondaire. Par des enseignants qui sont guidés soit par un fanatisme idéologique soit par un simple conformisme vis-à-vis de l'idéologie dominante, soit encore par une simple paresse intellectuelle, car il est si commode d'avoir un catéchisme qui vous dispense de l'effort d'une réflexion personnelle ! Et là, le problème est bien sûr politique : il y a du ménage, un grand et urgent ménage, à faire. ■

---

1. *Le Progrès*, 19/11/1991. On notera avec intérêt que Lévy déclare ranger « *sans honte* » les textes de Marx, sur les rayons de sa bibliothèque, entre Aristote et Spinoza (*le Monde*, 21/11/1991).
2. Guy Bourdé et Hervé Martin, *les Écoles historiques*, Seuil, 1983.
3. Jacques Le Goff (dir.), *la Nouvelle Histoire*, Retz, 1978.
4. Créée par Lucien Febvre et Marc Bloch en 1929, la revue *Annales d'histoire économique et sociale* est devenue un centre actif d'influence, pour la diffusion d'une conception pluridisciplinaire de l'histoire. En prenant en 1946 le titre d'*Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, la revue entend élargir son domaine d'investigation à la totalité des faits qui constituent une civilisation.
5. Guy Bourdé et Hervé Martin, op. cit.
6. *Saint Bernard : l'art cistercien, le Temps des cathédrales, Les trois ordres ou l'imaginaire du féodalisme, le Chevalier, la femme et le prêtre* sont des œuvres majeures, des maîtres livres.
7. Georges Duby, *l'Histoire continue*, éd. Odile Jacob, 1991.

Le prix des Intellectuels indépendants 1991 a été décerné au général Jacques Le Groignec pour son ouvrage paru aux Nouvelles éditions latines :
"Pétain, gloire et sacrifice".

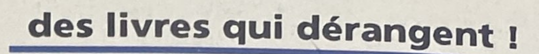


Splendeur de l'histoire et noblesse du vin. Le château de la Commaraine à Pommard fut édifié en l'an 1112 par le Duc Eudes II de Bourgogne qui appartenait à la première Dynastie Capétienne, troisième lignée des Rois de France. Cette seigneurale demeure abrite aujourd'hui la cuverie, où l'on procède, chaque automne, et cela depuis des générations, à la vinification du fameux Clos de la Commaraine. C'est dans l'ancienne chapelle du château que la maison Jaboulet-Vercherre veille au lent et pieux vieillissement des fabuleux trésors de ses domaines, les premiers crus Pommard "Clos de la Commaraine", Beaune "Clos de l'Écu", Volnay "Les Caillerets", Santenay "Le Grand Clos Rousseau", Puligny-Montrachet "Les Folatières" et le grand cru Corton-Bressandes. Tous ces joyaux, qui occupent une place de choix sur les menus de la gastronomie Française et étrangère, atteindront en achevant de vieillir, à l'élégance et à la suavité dont leurs noms de premiers et grands crus étaient la promesse.

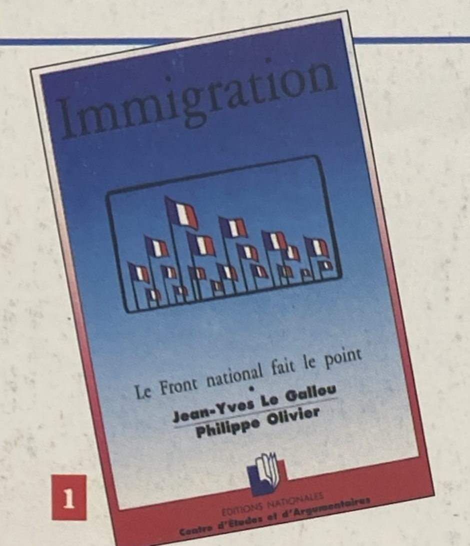
IN TENEBRIS LUMEN RECTIS

JABOULET~VERCHERRE

Négociant-Éleveur-Exportateur : 5 rue Colbert. 21201 Beaune, Côte-d'Or. Tél : 80 22 25 22. Télex : Vercher-Beaun 350714. Téléfax : 80 22 03 94.







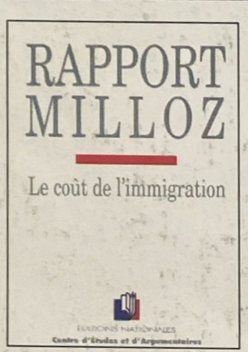
1

NOUVEAU !

Jean-Yves LE GALLOU, issu de l'ENA, président du Groupe Front National au Conseil régional d'Ile-de-France, et **Philippe OLIVIER**, membre du Comité central du Front National, font le point sur le débat fracassant sur l'immigration. Combien d'étrangers sont-ils entrés en France depuis 1974 ? Quelles en sont les conséquences sur l'emploi, la sécurité, les charges économiques et sociales et l'identité nationale ? Ils proposent comme solutions : la fermeture de tous les canaux légaux d'entrée, la préference nationale, le contrôle des frontières, l'abrogation de la carte de séjour et de travail de dix ans automatiquement renouvelable, la réforme du code de la nationalité, la signature d'accords de retour avec les pays d'origine.

Prix franco de port : 60F

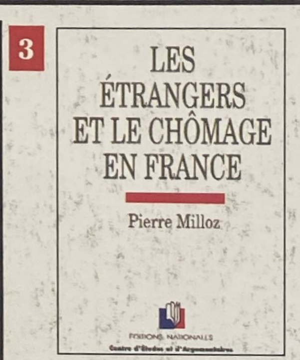
2



Pierre MILLOZ, spécialiste des sciences administratives, a mené dans cette analyse rigoureuse des statistiques officielles un véritable audit sur les conséquences financières de l'immigration, et chiffre ce coût à 210 milliards, soit l'équivalent de l'impôt sur le revenu.

Prix franco de port : 60F

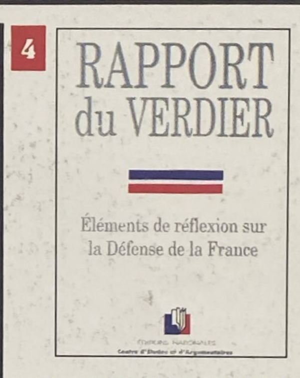
3



Pierre MILLOZ met en lumière cette fois une des causes la plus méconnue du chômage en France : le nombre excessif des salariés étrangers en France qui met au chômage - les statistiques officielles en font foi - un million de salariés français.

Prix franco de port : 60F

4



Le général du VERDIER nous pose ici les vraies questions : quelles sont les menaces -militaires, démographiques, idéologiques et religieuses- qui pèsent sur la France à l'aube du XXI[e] siècle ? Et comment y faire face ?

Prix franco de port : 60F

5



Jean-Yves LE GALLOU a déjà publié les *Racines du futur*, la *Préférence nationale : réponse à l'immigration* et *Être Français, cela se mérite*.

Prix franco de port : 100F

À PARAITRE
Baroque et Politique
d'Yvan Blot

6



200 dessins de **CHARD** dans une présentation luxueuse.

Prix franco de port : 170F

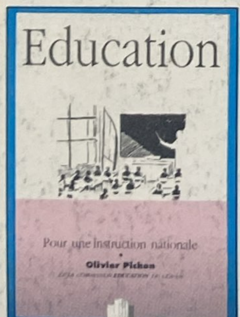
7

à paraître début avril
dans la même collection
KONK FAIT DE LA RÉSISTANCE

Les meilleurs dessins de **KONK**.

Prix franco de port : 94F

8



Olivier PICHON, professeur agrégé d'histoire, nous expose ici les objectifs prioritaires du Front National en matière d'éducation.

Prix franco de port : 50F

9

À PARAÎTRE : Institutions d'Yvan Blot

Institutions

Ivan BLOT, député européen FN, nous expose ici les préoccupations majeures du FN : il faut rendre la parole au peuple français, tant pour légiférer que pour conduire l'État..

BON DE COMMANDE

Nom...

Prénom..

Adresse ....

....

..............................tél. ....

❑ Je désire acheter .... exemplaire(s) n°... au prix de ....F.

❑ Je désire acheter .... exemplaire(s) n°... au prix de ....F.

❑ Je désire acheter .... exemplaire(s) n°... au prix de ....F.

Le tout franco de port

Total de ma commande : .... F.
(Chèque à l'ordre des Éditions Nationales)

À retourner aux
ÉDITIONS NATIONALES
8, rue du Général-Clergerie
75116 Paris
(Encart d'Identité n° 15)